

INTERPOL AUX TROUSSES D'UN ANCIEN EXPERT DU CUSM

L'UPAC a obtenu un mandat d'arrêt visant un spécialiste des PPP recruté par Arthur Porter.
PAGE A5

LA PRESSE

BRUINS 1 CANADIEN 0 (P)

PHILIPPE CANTIN
LES CHOSES SE COMPLIQUENT
SPORTS



LES BRUINS À L'ARRACHÉ

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

L'ESPOIR DES WINGS
ANTHONY MANTHA
**UNE PREMIÈRE
AUDITION RÉUSSIE**
SPORTS



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE CANADIENNE

MINI LILI
**LES GRANDS RÊVES
D'UNE ARTISTE
MINIATURE**
ARTS



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

★★★★★
MONICA LEWINSKY
**LE PRÉSIDENT BLANCHI,
LA STAGIAIRE SALIE** PAGE A14



NIGERIA
**LA GUERRE
AUX ÉCOLIERS**
AGNÈS GRUDA PAGE A13

PHOTO BOUREIMA HAMA, AGENCE FRANCE-PRESSE

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Il y aura un référendum même si les Ukrainiens ne sont pas prêts.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



RBC Banque Royale

**Vous pouvez maintenant économiser autant
qu'un employé de RBC® 2**

Communiquez avec un conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® dès aujourd'hui.
1 866 583-9124 rbc.com/rabaishypothèque

Pour une durée limitée!
**RABAIS
HYPOTHÉCAIRE
AUX
EMPLOYÉS**

1. Pour être admissible, la demande d'hypothèque doit être présentée après le 17 mars 2014 et doit être décaissée en intégralité au plus tard le 31 juillet 2014. La garantie de taux est valide pour une période maximale de 120 jours depuis le début de la demande ou jusqu'au 31 juillet 2014, selon la première échéance, date à laquelle le taux d'intérêt garanti expire. Cette offre ne s'applique pas aux hypothèques avec avances progressives à la construction ou à la modification d'un prêt hypothécaire actuel de la Banque Royale du Canada, notamment une opération de transport, un décaissement de fonds supplémentaires ou un renouvellement. Cette offre peut être retirée à tout moment, sans préavis. 2. L'offre est limitée aux propriétés situées au Québec et aux demandeurs admissibles. Hypothèques résidentielles seulement. Sous réserve des critères de crédit de la Banque Royale du Canada pour les propriétés résidentielles. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale. D'autres conditions peuvent s'appliquer. © / MC Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada.

COMMISSION CHARBONNEAU

Guy Chevrette répond à Gilles Cloutier

L'ex-ministre traite de menteur celui qui l'a accusé d'avoir trempé dans la « magouille »

DAPHNÉ CAMERON

L'ancien ministre des Transports Guy Chevrette a traité de menteur Gilles Cloutier, cet ancien organisateur politique et vice-président de la firme de génie-conseil Roche qui l'a ébloué devant la commission Charbonneau l'an dernier.

Guy Chevrette s'est battu pour comparaître à la commission Charbonneau et avait vraisemblablement hâte, hier, de confronter les allégations de Cloutier. Ce dernier affirme avoir remis 25 000\$ à Gilles Beaulieu, évaluateur agréé et grand ami de M. Chevrette, pour obtenir le contrat de construction de la route 125. Cloutier avait affirmé que Guy Chevrette avait trempé dans la « magouille ».

La Commission n'a pas encore abordé cette question. Elle est toutefois revenue sur un cocktail de financement que Cloutier a dit avoir organisé avec Chevrette comme invité d'honneur. La soirée était organisée pour l'ex-députée



PHOTO TIRÉE D'UNE VIDÉO, LA PRESSE

L'ex-ministre des Transports Guy Chevrette a traité l'ancien organisateur politique Gilles Cloutier de menteur, hier à la commission Charbonneau.

péquistre de Prévost Lucie Papineau. Dans son témoignage, Cloutier a déclaré que 15 entrepreneurs y avaient versé des contributions politiques de 1000\$, dont certaines avaient été payées en argent comptant, ce qui est illégal.

Cloutier a témoigné que le cocktail avait eu lieu en 2001

et que Chevrette avait profité de cette occasion pour annoncer un changement dans le calendrier des soumissions.

« Jamais je n'ai fait de confessionnal à la 5 minutes comme l'a dit Cloutier, c'est du mensonge très grave de dire ça, du libelle », a-t-il tonné.

Après avoir épluché durant « des heures » et « des jours » ses agendas de l'époque, Chevrette a par ailleurs découvert que le cocktail avait eu lieu en 1999. « Je ne serais sûrement pas allé annoncer en 1999 ce que je ne savais pas que j'allais faire en 2001! »

Cloutier a aussi affirmé qu'il avait animé la soirée. « Je n'ai jamais assisté à une soirée où une personne autre qu'un député ou un président animait une soirée de financement. C'est faux, c'est de se donner de l'importance... Il a sûrement menti par orgueil », a dit Chevrette.

Il a aussi nié avoir été assis aux côtés de Cloutier lors de l'événement. « C'est un bonhomme que je fuyais. Plus tard, je vais vous dire pourquoi », a-t-il souligné.

Chevrette défend le projet de la route 125

Le premier sujet que la Commission abordera ce matin avec le témoin est le projet de la route 125 entre Saint-Donat et Lac-Supérieur.

Le dossier avait fait grand bruit l'an dernier lorsque Gilles Cloutier avait impliqué Chevrette dans une histoire de pots-de-vin.

Devant la Commission mercredi, l'ancien directeur de la région de Laurentides-Lanaudière Mario Turcotte a affirmé qu'il n'y avait « rien de standard » dans ce projet. Il a dit que la construction de cette route récréotouristique n'était pas une priorité du MTQ, mais plutôt un projet politique.

Aujourd'hui, la route 135 est peu fréquentée, ce qui lui a valu le surnom de « plus belle piste cyclable du Québec ».

« M. Turcotte ne m'a jamais dit qu'il était contre la route. Plus que ça, il a signé le rapport du plan de transport. Et quand même qu'il aurait été contre, c'est le Conseil des ministres qui a décidé de le faire. Le Conseil des ministres se fait élire pour ça. Si c'est comme ça, enlevez tous les ministres », a dit Chevrette.

ROUTE 175

Le MTQ a eu des soupçons

DAPHNÉ CAMERON

Épargner l'argent des contribuables n'était pas la première préoccupation du ministère des Transports (MTQ) lors de la construction de la route 175, qui traverse la Réserve faunique des Laurentides. À la demande du « politique », les contrats de construction ont été accordés à des firmes de Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean par « protectionnisme », ce qui a eu l'effet pervers de faire exploser les prix.

C'est ce qu'a déclaré hier matin devant la commission Charbonneau Luc Bergeron, ex-directeur territorial du MTQ en Mauricie-et-Centre-du-Québec et de la Commission de la capitale nationale.

« Cette décision venait du bureau du sous-ministre. On craignait que des firmes de Montréal fassent baisser les prix », a expliqué M. Bergeron.

Le contrat a été morcelé en plusieurs tronçons. Lors de la première ronde d'appel d'offres, les firmes ont soumissionné entre 10 et 15 % au-dessous du prix du Ministère, ce qui avait ravi le MTQ.

Mais lors de la deuxième ronde, les mêmes entreprises (qui n'ont pas été nommées devant la Commission) ont soumissionné entre 12 et 20 % plus cher que les estimations.

La météo invoquée

Perplexe, Luc Bergeron a rencontré les cinq firmes pour savoir pourquoi les prix avaient fait un bond aussi important. Elles ont essentiellement prétexté des raisons de météo.

Lorsque le plus bas soumissionnaire offre un prix 10 % au-delà des estimations du MTQ, l'octroi du contrat doit être justifié et approuvé par le sous-ministre.

Le MTQ est donc retourné en appel d'offres et cette fois, les firmes ont soumissionné pour une somme plus élevée encore. « C'est là que pour la première fois de ma vie j'ai entendu le mot collusion », a déclaré Bergeron devant la commission.

Même si le MTQ soupçonnait la collusion et que les prix avaient été gonflés, les contrats ont été accordés.

Lors de la troisième ronde d'appel d'offres, a expliqué M. Bergeron, la solution du Ministère pour éviter que les entreprises soumissionnent au-delà de 10 % de ses balises a été de... hausser ses estimations.

Les premiers ministres rencontrés, Julie Boulet convoquée

QUÉBEC — Les enquêteurs de la commission Charbonneau rencontreront tous les chefs de parti politique ainsi que les anciens premiers ministres depuis 1996, afin d'obtenir leur éclairage sur le financement des partis politiques.

Les représentants de la Commission ont pris contact avec François Legault et désirent le rencontrer dans les prochaines semaines. « Ils nous ont dit que ce serait la même chose pour tous les chefs de parti politique et les premiers ministres en poste pour la période visée par leur mandat », a expliqué Jean-François Del Torchio, le porte-parole de la Coalition avenir Québec.

On ne parle pas ici de comparution ou de témoignage. Les enquêteurs veulent voir les politiciens pour qu'ils leur fournissent des informations précises.

Lancée à l'automne 2011, la Commission avait le mandat de regarder 15 ans en arrière; la période utile pour son enquête débute en 1996. C'est Lucien Bouchard qui était premier ministre



PHOTO LE QUOTIDIEN

L'ex-ministre des Transports Julie Boulet témoignera à la commission Charbonneau.

à l'époque. Ses successeurs, Bernard Landry, Jean Charest et Pauline Marois, seront aussi rencontrés.

Julie Boulet devra témoigner

L'ex-ministre des Transports sous Jean Charest, Julie Boulet, est pour sa part convoquée officiellement à témoigner devant la juge France Charbonneau.

La comparution de la députée de Lavolette pourrait

avoir lieu au cours des prochains jours. En général, la Commission annonce le matin même les témoins, ou encore peu avant qu'ils soient appelés à la barre.

Julie Boulet a été ministre déléguée aux Transports de septembre 2003 à avril 2007, puis titulaire de ce ministère de décembre 2008 à août 2010. Elle avait d'ailleurs récemment confirmé avoir été rencontrée par les enquêteurs de l'UPAC, au même titre que les autres ministres ayant occupé cette fonction dans les dernières années.

Devant la Commission, deux directeurs territoriaux du ministère des Transports ont signalé avoir subi des pressions de la part de M^{me} Boulet afin de favoriser certains entrepreneurs des circonscriptions de Lavolette et de Maskinongé. La députée de Lavolette aura donc l'occasion de venir donner sa version des faits sur ces allégations dans les prochains jours, lorsqu'elle sera appelée à la barre des témoins.

— Denis Lessard, La Presse et Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste

Cartier

TANK ANGLAISE COLLECTION

CHÂTEAU D'IVOIRE

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

COLLUSION À MONTRÉAL

Une demande de recours collectif rejetée

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La Cour supérieure rejette la demande de recours collectif contre les firmes de génie ayant reconnu à la commission Charbonneau leur participation à la collusion à Montréal, une décision qui sera fort probablement portée en appel.

À l'hiver 2013, une demi-douzaine de dirigeants des principales firmes de génie québécoises ont défilé à la commission Charbonneau et admis s'être partagé les contrats de la Ville de Montréal, obtenant au passage des tarifs plus élevés. L'avocat David Bourgoïn a ainsi présenté en avril 2013 une demande de recours collectif au nom d'un Montréalais, Erik Charest. La requête réclamait le remboursement de 20 % des contrats obtenus par 6 firmes.

Dans sa décision rendue mercredi, le juge Louis Lacoursière

estime qu'il revient à la Ville de Montréal d'entreprendre les démarches pour récupérer les sommes injustement payées et non aux citoyens. « Il n'est pas suffisant d'alléguer en quoi la Ville a pu être lésée par les intimés. Encore faut-il une quelconque démonstration qu'un préjudice a été personnellement subi par le requérant comme conséquence des gestes de ces derniers. »

« En poursuivant la logique qui sous-tend le recours projeté par le requérant, tout contribuable pourrait poursuivre, dans un recours de nature privée, au nom d'une ville (ou de la province ou du pays), quiconque l'aurait fraudée ou lui aurait causé du tort », écrit le juge.

Porter la décision en appel

En entrevue à La Presse, M^e Bourgoïn dit envisager sérieusement de porter la

décision en appel. Après tout, l'avocat de Québec défend actuellement une autre demande de recours collectif, cette fois pour la collusion à Laval. C'est d'ailleurs le même juge qui doit entendre la demande à l'automne.

« Ça viendrait fermer la porte à double tour à tout recours de ce type alors que les premiers impactés par ces pratiques, ce sont les citoyens. Qui paye en fin de compte? Ce sont les citoyens. L'argent ne vient pas du ciel », lance M^e Bourgoïn.

Le juge Lacoursière écrit dans sa décision que le demandeur n'a pas démontré que Montréal refusait d'agir pour récupérer les sommes, ce qui aurait pu justifier un recours collectif. Au contraire, la métropole a intenté plusieurs recours contre des personnes ayant reconnu à la commission Charbonneau leur participation à la collusion.

SOMMAIRE

Amusez-vous! AFFAIRES 12
Astrologie du jour AFFAIRES 11
Bourses AFFAIRES 7
Débats A16 et A17
Décès AFFAIRES 11

Horaire télévision ARTS 10
Loteries A13
Monde A13 à A15
Petites annonces AFFAIRES 10
Sudoku AFFAIRES 4

Météo

Orages en après-midi, maximum 16, minimum 14. AFFAIRES 10

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Montréal sécurise ses viaducs

Des trottoirs seront ouverts aux cyclistes et des voies de droite interdites aux camions

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Cyclistes autorisés à rouler sur certains trottoirs, camions interdits de circulation dans la voie de droite sous les viaducs, ajout d'afficheurs de vitesse: tous les viaducs de l'île de Montréal seront sécurisés d'ici à 2017 pour mieux protéger les adeptes du vélo. Tant l'opposition que Vélo Québec ont salué les mesures annoncées.

Moins de deux semaines après la mort de Mathilde Blais, heurtée par un camion alors qu'elle circulait à vélo, la Ville de Montréal a annoncé une série de mesures temporaires pour améliorer la sécurité des cyclistes. «M^{me} Blais n'est pas morte pour rien, même si ça reste un décès de trop», a dit le maire Denis Coderre.

«M^{me} Blais n'est pas morte pour rien, même si ça reste un décès de trop.»

— Le maire de Montréal, Denis Coderre

La métropole cible en priorité quatre viaducs qui relient les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et du Plateau-Mont-Royal. La Ville déterminera ensuite quels autres viaducs devront être sécurisés d'ici trois ans.

Les cyclistes seront désormais autorisés à circuler sur le trottoir sous les viaducs. Des panneaux de signalisation et du marquage au sol seront ajoutés pour faciliter la cohabitation avec les piétons.

Changement important, il sera interdit aux camions de circuler dans la voie de droite sous ces viaducs. Le maire a d'ailleurs déclaré qu'il s'interrogeait sur la circulation des camions en ville, et le service des transports



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

La métropole cible en priorité quatre viaducs qui relient les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et du Plateau-Mont-Royal.

a été invité à se pencher sur la question.

Déjà visibles un peu partout en ville, des afficheurs de vitesse seront ajoutés pour inciter les conducteurs à ralentir. La vitesse permise sous les viaducs pourrait également être abaissée.

«Les cyclistes et les piétons sont très vulnérables. N'oubliez jamais que le plus fort doit prendre en compte le plus faible et anticiper tout

événement qui pourrait survenir», a déclaré Denis Coderre.

Satisfaite, la présidente de Vélo Québec, Suzanne Lareau, s'attend à ce que les mesures annoncées deviennent permanentes. «Ce qui est temporaire peut devenir permanent», a d'ailleurs reconnu le maire.

Pour éviter les collisions avec les piétons, Vélo Québec conseille aux cyclistes de ne pas rouler à plus de 8 km/h

sur les trottoirs. Le maire Coderre les invite quant à lui à descendre de leur monture s'il y a trop de gens.

Au-delà des mesures annoncées, Denis Coderre a exprimé l'espoir que le Canadien Pacifique, dont les rails traversent l'île, agisse enfin en bon citoyen et sécurise les passages qui posent problème. «Actuellement, il ne se comporte pas comme tel», a-t-il déploré. Une

médiation à ce sujet doit avoir lieu sous peu entre le transporteur ferroviaire et la Ville devant l'Office des transports du Canada.

En parallèle, le responsable des transports de Montréal, Aref Salem, a annoncé que 51,2 km de pistes cyclables seront ajoutés au réseau de la métropole en 2014. L'administration Coderre s'est engagée à y ajouter 50 km par année jusqu'en 2017.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Les partisans des Bruins de Boston affichaient le sourire de la victoire en sortant du Centre Bell hier soir.

CENTRE BELL

Fin de match sans anicroche

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Le jaune et le noir des dorsards policiers étaient moins rares que le jaune et le noir du chandail des Bruins de Boston, hier soir, alors que la sortie des spectateurs débutait sans anicroche.

Au moment de mettre sous presse, les fans commençaient à quitter le Centre Bell après la défaite du Canadien.

«Je suis super déçu. La partie aurait dû être à nous, c'était un mauvais but», a déploré Martin. Il passait devant Briana Cogers, une partisane des Bruins qui hurlait sa joie devant les caméras.

Avant la défaite

En début de soirée, des milliers de personnes ont passé quelques minutes ou quelques heures autour de l'amphithéâtre en attendant l'ouverture des portes pour le 4^e match de la série.

Comme c'est devenu l'habitude, maquilleurs, tatoueurs et coiffeurs préparaient les amateurs à encourager les partisans du Canadien.

Rémi Bourget et son ami Alexis fendaient la foule en paradant avec une fourrure d'ours, gueule ouverte.

«On est très confiants. C'est sûr qu'on ne vendra pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué... en fait, dans ce cas-ci, oui», a dit à la blague Alexis.

Le jeune homme déplorait toutefois que la sécurité du Centre Bell ait interdit l'entrée de la fourrure. «Si on perd ce soir, la sécurité du CH va avoir des questions à se poser», a ajouté son complice.

Jeff, un Bostonnais, était l'un des rares courageux à avoir enfilé le chandail jaune et noir pour assister au match. «Je me fais agacer, mais ça va, a-t-il confié, le sourire aux lèvres. C'est fait de bon cœur.»

Nouveau déraillement dans le Sud-Ouest Des élus veulent savoir

Quelques jours après le déraillement de quatre wagons, dont un contenant de l'éthanol, dans une gare de Pointe-Saint-Charles, des élus montréalais exigent plus de transparence des entreprises ferroviaires. Ce déraillement, qui n'avait pas été rendu public avant d'être mentionné à une conférence de presse hier, est survenu samedi lors d'une manœuvre d'aiguillage sur le terrain du CN. Il démontre les risques de ce mode de

transport, «même à basse vitesse», estime Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Il n'y a eu aucun déversement, indique-t-il, mais l'événement a nécessité la présence des policiers et des pompiers. Il s'ajoute au déversement de 1500 litres de diesel en février dernier, et à un autre déraillement en septembre 2011, toujours dans le Sud-Ouest. «C'est anormal que les municipalités ne sachent pas ce qui est convoyé en temps réel», dit

M. Dorais. Le maire et son collègue de Coalition Montréal, Marvin Rotrand, vont déposer au conseil municipal une nouvelle motion d'une motion déjà adoptée à l'unanimité en août 2013. Ils réclament que le gouvernement fédéral force, par une loi, les sociétés ferroviaires à aviser les municipalités «de la nature, du volume et de la fréquence des matières dangereuses qui traversent leur territoire».

— Karim Benessaïeh



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

LA GRANDE OUVERTURE

DU NOUVEAU MAGASIN
TRÉVI À LAVAL

1805, Autoroute Laval Ouest (A-440)

SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUS NOS SUPERMAGASINS !

À L'ACHAT DE CETTE PISCINE, OBTENEZ

**2 ÉTÉS
SANS PAYER**

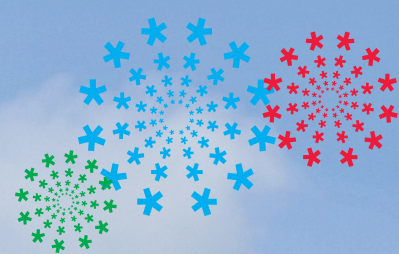
OU

NOUS PAYONS
L'ÉQUIVALENT
DE LA TPS

OU

CHAUFFE-EAU
DE 55000 BTU
GRATUIT

Jusqu'à dimanche
seulement!



MODÈLE EN
RÉSINE POUR
UNE EAU PLUS
CHAUDE

**2 COULEURS
DE TOILE
DISPONIBLES**



RABAIS DU FABRICANT DE **3000\$**

PISCINE CREUSÉE
TRÉVI FLEX 16'

PRIX GRANDE OUVERTURE

16 999\$

Rég.: 19 999\$

OU **2999\$**
/SEMAINE

Livree, équipée et installée.

Basé sur 180 mois, taux renouvelable : 6.49%, acompte : 1999\$

10 PAR MAGASIN

OBTENEZ **2 ÉTÉS SANS PAYER**
OU **NOUS PAYONS**
L'ÉQUIVALENT DE LA TPS

TREVI DREAM
PRIX GRANDE OUVERTURE

3 999\$

Rég.: 4 499\$

OU **1799\$**
/SEMAINE

Livraison en sus

53 MULTI-JETS
AIR/EAU

Basé sur 60 mois | Taux fixe : 7,99% | Acompte : 143.52\$.

RABAIS DU
FABRICANT
DE **500\$**



6 places
82" X 82" X 36"
2 pompes de 6 bhp
Chute d'eau
Éclairage del
Système à l'ozone
plasma

10 PAR MAGASIN

PISCINES HORS TERRE

OBTENEZ
2 ÉTÉS SANS PAYER
OU
NOUS PAYONS
L'ÉQUIVALENT DE LA TPS

Achat de 3000\$ et plus



MOBILIER DE JARDIN

OBTENEZ JUSQU'À
50% DE RABAIS
+
TRÉVI VOUS OFFRE
2 ÉTÉS SANS PAYER OU **NOUS PAYONS**
L'ÉQUIVALENT DE LA TPS

Achat de 3000\$ et plus



MAINTENANT OUVERTS JUSQU'À **21H LES SOIRS DE SEMAINE!**

UN SEUL NUMÉRO POUR TOUS NOS SUPERMAGASINS 514 22-TREVI (87384)

LAVAL
1805, aut. Laval Ouest
(A-440)

BLAINVILLE
89, rue Jean-Guyon
(aut. 15, sortie 28, angle Michèle-Bohec)

BOUCHERVILLE
1235, rue Ampère
(aut. 20, sortie 92)

MONTRÉAL - OUEST DE L'ÎLE
2052, route Transcanadienne
(à l'est du boul. Des Sources)

Consultez notre site Internet pour l'horaire au trevi.ca

Ces offres sont valides pour un temps limité seulement et ne peuvent être jumelées ou appliquées à d'autres offres précédentes ou en cours. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps. Les taxes sont payables au complet au moment de la signature du contrat, en plus de l'acompte le cas échéant. * Le paiement hebdomadaire est basé en fonction d'un financement ouvert et payable en tout temps avec la Banque nationale du Canada au taux renouvelable de 6.49%. Le taux est sujet à changement lors du renouvellement. En conséquence, il n'est pas possible de déterminer l'obligation totale. Toutefois, à titre indicatif, si le taux devait être maintenu pour toute la durée du prêt l'obligation totale serait de 23 446,80\$ incluant les frais de crédit de 8 446,80\$. ** Le paiement hebdomadaire est basé en fonction d'un financement ouvert et payable en tout temps. L'obligation totale est de 4 677,40\$ incluant les frais de crédit de 821,82\$. Sujets à l'approbation de crédit. Malgré notre vigilance, des erreurs ont pu se glisser. Si tel était le cas, les correctifs seront affichés en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Tous les détails en succursale. Les détaillants peuvent disposer d'un inventaire et de promotions différentes.



LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES

Interpol aux troussees d'un expert du CUSM

L'UPAC a obtenu un mandat d'arrestation visant un spécialiste des PPP recruté par Arthur Porter

VINCENT LAROUCHE

L'Unité permanente anticorruption (UPAC) a obtenu un mandat d'arrestation visant un expert international des partenariats public-privé (PPP) qui avait été recruté en Angleterre pour aider à préparer le projet du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

St. Clair Martin Armitage, qui avait été recruté à grands frais par l'ancien patron du CUSM Arthur Porter, est recherché en lien avec des accusations de complot pour fraude, fraude et abus de confiance dans le cadre du processus d'attribution du contrat de construction du CUSM à SNC-Lavalin.

Le suspect de 56 ans se trouvant à l'étranger, l'UPAC a fait appel à Interpol, le regroupement mondial des services de police alliés, qui a publié un avis de recherche à son sujet. Selon les dernières informations des enquêteurs, Armitage habiterait une maison de campagne à Ipswich, à 100 kilomètres de Londres. Aux dernières nouvelles, il participait toujours à des projets du secteur de la santé en Angleterre.

Le Canada va demander son extradition aux autorités du Royaume-Uni. Pour l'instant, comme il est l'objet d'une « notice rouge » d'Interpol, il ne peut quitter son pays.

Recruté en Angleterre

La théorie de la poursuite dans cette affaire est que des dirigeants de SNC-Lavalin ont arrangé le versement de 22,5 millions de dollars en pots-de-vin afin de faciliter l'obtention du gigantesque contrat public par leur firme.



St. Clair Martin Armitage (à gauche) a été recruté en Angleterre par l'ancien patron du CUSM, Arthur Porter. Il est soupçonné notamment de fraude dans le cadre de l'attribution d'un contrat à SNC-Lavalin.

Lorsque le projet de construction d'un superhôpital en PPP avait été lancé, la direction du CUSM cherchait un expert en ce type de projet, qui était alors un concept relativement nouveau au Québec.

St. Clair Armitage, un ancien commandant de la Royal Navy qui avait piloté plusieurs projets d'hôpitaux en PPP au Royaume-Uni, avait été recruté



PHOTOS INTERPOL ET VINCENT LAROUCHE, LA PRESSE

à cette fin. Il connaissait déjà Arthur Porter, qui a étudié et travaillé en Angleterre.

Armitage s'était installé avec son épouse dans une luxueuse maison de Dorval, au bord du fleuve Saint-Laurent. L'expert avait empoché 900 000\$, d'octobre 2007 à avril 2010, pour préparer et encadrer le projet de PPP. Or, selon nos informations, les

enquêteurs de l'UPAC ont découvert qu'il aurait participé activement à l'élaboration du stratagème de corruption impliquant SNC-Lavalin et la direction du CUSM de l'époque.

Le mandat d'arrestation déposé au palais de justice de Montréal indique qu'il est accusé d'avoir comploté avec Pierre Duhaime, ex-PDG de SNC-Lavalin, avec Riadh Ben Aïssa, ex-vice-président de la firme, ainsi qu'avec Arthur Porter et son bras droit de l'époque, Yanai Elbaz.

Arthur Porter est présentement détenu au Panama où il conteste une demande d'extradition du Canada. Elbaz et lui sont accusés d'avoir empoché des pots-de-vin de SNC-Lavalin.

Armitage avait quitté ses fonctions dès l'annonce officielle de l'attribution du contrat à SNC-Lavalin, en avril 2010. Lors du dévoilement du projet retenu, Arthur Porter avait loué son apport. « M. St. Clair Armitage a donné le ton à cette relation de partenariat public-privé [...]. Au nom de notre groupe de professionnels et de la collectivité, je tiens à le remercier pour son engagement indéfectible envers des soins centrés sur les patients », avait-il dit.

« Aujourd'hui marque un jour mémorable pour les soins de santé au Québec et pour les patients qui ont été au cœur de notre planification. Nous venons de choisir un partenaire en vue de créer le meilleur hôpital au Canada et je suis honoré d'avoir participé à cette réussite », avait répondu Armitage, en parlant de SNC-Lavalin.

Obésité Les directeurs de santé publique du Québec dénoncent une étude

Dans une lettre diffusée hier, les directeurs de santé publique du Québec dénoncent les conclusions d'une récente étude de l'Institut Fraser qui nie l'existence d'une épidémie d'obésité au Canada.

En avril dernier, l'Institut Fraser a diffusé une étude qui dit notamment qu'il n'y a pas au Canada d'épidémie d'obésité qui cause un grand nombre de décès et de maladies. Le D^r Richard Massé, directeur de la santé

publique de Montréal, croit que cette conclusion est erronée. « Oui, il y a un ralentissement dans la progression du surpoids au pays. Mais le taux d'obésité reste. »

Selon le D^r Massé et 21 autres directeurs de santé publique

et directeurs d'associations médicales du Québec, « l'impact de l'embonpoint et de l'obésité sur la santé des individus ne doit pas être sous-estimé ».

Le D^r Massé rappelle que, de 1987 à aujourd'hui, le nombre de Québécois en

surpoids est passé de 37 % à 50 % et que le nombre de Québécois obèses est passé de 8 % à 17 %. « La problématique est donc encore bien présente, dit-il. Il ne faut surtout pas baisser les bras. »

— Ariane Lacoursière



L'événement Portes ouvertes de Mercedes-Benz – 3 jours seulement.

Les 8, 9 et 12 mai, profitez d'une réduction de taux de 1 % sur certains modèles.

LA B 250 2014. PRIX TOTAL¹ : 32 915 \$**

Taux à la location	Paielements mensuels	Inclut une réduction de	Inclut un crédit de
1,9 %*	348 \$*	1 %	1022 \$*
Bail de 45 mois	Versement initial 1 995 \$*	du taux de location	durant l'événement du printemps

¹ Taxes en sus.

LE GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014. PRIX TOTAL¹ : 45 915 \$**

Taux à la location	Paielements mensuels	Inclut une réduction de	Inclut un crédit de
2,9 %*	498 \$*	1 %	1 982 \$*
Bail de 39 mois	Versement initial 3 995 \$*	du taux de location	durant l'événement du printemps

¹ Taxes en sus.

LE ML 350 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014. PRIX TOTAL¹ : 63 815 \$**

Taux à la location	Paielements mensuels	Inclut une réduction de	Inclut un crédit de
3,9 %*	758 \$*	1 %	1 251 \$*
Bail de 39 mois	Versement initial 4 995 \$*	du taux de location	durant l'événement du printemps

¹ Taxes en sus.



Renseignez-vous sur notre service d'entretien prépayé au Mercedes-Benz.ca/EPP

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal ou mbmontreal.ca.



Mercedes-Benz

AUTOMOBILES SILVER STAR INC.
7800, boul. Décarie, Montréal
514 735-1199

MERCEDES-BENZ LAVAL
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
450 681-2500

MERCEDES-BENZ RIVE-SUD
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
450 672-2720

MERCEDES-BENZ WEST ISLAND
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

DUVAL MERCEDES-BENZ
1530, rue Ampère, Boucherville
450 449-0222

MERCEDES-BENZ BLAINVILLE
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2014. Véhicules illustrés : B 250 2014 avec l'Ensemble Sport/GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014/ML 350 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014. PDSF national : 32 500 \$/43 500 \$/61 400 \$**. Le prix total de 32 915 \$/45 915 \$/63 815 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 245 \$, les frais du RDRPM pouvant atteindre 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. *Offres de location basées sur la B 250 2014/GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014/ML 350 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 348 \$/498 \$/758 \$ (incluant un rabais de 1 022 \$/1 982 \$/1 251 \$) par mois pendant 45/39/39 mois. Versement initial de 1 995 \$/3 995 \$/4 995 \$ plus dépôt de garantie de 350 \$/500 \$/800 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 30 500 \$/43 500 \$/61 400 \$. Taux annuel de location de 1,9 %/2,9 %/3,9 %. Obligation totale : 18 005 \$/23 917 \$/35 357 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km /0,20 \$/km /0,30 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 0,9 %/1,9 %/2,9 % et un prix de 32 915 \$/45 915 \$/63 815 \$. Le paiement mensuel est de 509 \$/698 \$/1 031 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 1 995 \$/3 995 \$/4 995 \$. Le coût de l'emprunt est de 643 \$/1 943 \$/4 292 \$, pour une obligation totale de 32 535 \$/45 875 \$/66 855 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. Les offres sont en vigueur les 8, 9 et 12 mai 2014 seulement.

ACTUALITÉS

« Pourquoi ce ne sont pas des PPP? »

Québec sommé de se pencher sur la nature de deux nouveaux CHSLD dans Lanaudière

ARIANE LACOURSIÈRE

Deux nouveaux centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) ouvriront leurs portes d'ici à quelques semaines dans Lanaudière. Même si l'agence de la santé de Lanaudière assure qu'il ne s'agit pas de partenariats public-privé (PPP), les syndicats croient le contraire et demandent au nouveau ministre de la Santé, Gaétan Barrette, de se pencher rapidement sur ces projets.

« Les contrats ont les mêmes paramètres que celui du CHSLD Saint-Lambert-sur-le-Golf, qui est un PPP, dit le vice-président de la CSN, Jean Lacharité. Pourquoi ce ne sont pas des PPP? On fait ça en cachette. Nous sommes inquiets. »

Les contrats de construction des deux CHSLD, qui offriront chacun 96 places, ont été remportés au terme d'un appel d'offres par le Groupe santé Arbec, propriété de Paul Arbec, également président de la Fondation pour la santé du Nord de Lanaudière.

Terrebonne et Repentigny

L'un des établissements sera construit à Terrebonne, l'autre à Repentigny. Les contrats, d'une durée de 20 ans, s'élèvent à près de 158 millions de dollars chacun.

L'ouverture de ces CHSLD permettra à l'agence de la santé de Lanaudière de cesser d'acheter des places dans certaines résidences privées pour aînés. Par ailleurs, les CHSLD Alexandre-Archambault et Claude-David fermeront leurs portes

à la fin de juillet. Le transfert de patients débutera dès l'ouverture du CHSLD de Terrebonne, le 18 mai.

« Beaucoup d'argent avait été investi ces dernières années pour mettre ces CHSLD à jour. On ne comprend pas

« Les contrats ont les mêmes paramètres que celui du CHSLD Saint-Lambert-sur-le-Golf, qui est un PPP. »

— Jean Lacharité, vice-président de la CSN

qu'on ferme comme ça », dit la vice-présidente régionale de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), Hélène Lavoie.

L'agence de la santé de Lanaudière assure que les deux nouveaux CHSLD ne

sont pas des PPP, mais plutôt de simples contrats d'achat de places. « Ce qui est différent dans le projet actuel, c'est que l'appel d'offres a mené à la construction de deux nouvelles installations privées, compte tenu du volume de places à

au gouvernement au terme du contrat, ce qui n'est pas le cas ici.

Mais le CHSLD Saint-Lambert-sur-le-Golf, considéré comme un PPP, restera lui aussi entre les mains du Groupe Eddy Savoie à la fin du contrat. « Ce qui caractérise surtout les PPP au Québec, maintenant, c'est la longue durée des contrats », dit M. Hamel.

Le ministère de la Santé et le Groupe santé Arbec n'ont pas rappelé *La Presse*, hier.

Quant à elle, la CSN estime que le dossier doit être analysé de plus près. « Les anciens ministres de la Santé, tant libéraux que péquistes, ont tous dit qu'ils ne voulaient plus de CHSLD en PPP. Mais on dirait qu'on a voulu faire par la porte d'en arrière ce que le gouvernement ne voulait plus. »

RECOURS AUX MÈRES PORTEUSES

Pas de solution magique, avertit le Collège des médecins

LOUISE LEDUC

Le Collège des médecins ne se positionnera ni pour ni contre les mères porteuses, mais il rappelle ici un petit détail: l'État ne les fera certainement pas disparaître par enchantement en cessant simplement de rembourser leurs traitements de procréation assistée.

Le lobbying de Joël Legendre pour le remboursement des traitements de procréation assistée de la mère porteuse de ses jumelles en gestation fait jaser dans les chaumières et a obligé le D^r Gaétan Barrette, tout juste nommé ministre de la Santé, à réagir.

Il n'a pas renié sa préférence, qu'il avait formulée quand il était encore à la tête des médecins spécialistes, à savoir le remboursement des traitements aux seuls couples infertiles et non plus aux célibataires et aux couples homosexuels.

Cette préférence deviendra-t-elle la position officielle du gouvernement? Si c'était le cas, elle ne réglerait rien sur le fond, croit le D^r Yves Robert, secrétaire du Collège des médecins.

« Les femmes ne feraient alors que s'abstenir de se présenter en clinique de fertilité en déclarant bien haut: "Voilà, je suis la mère porteuse d'un couple gai" », fait-il remarquer, soulignant que ces femmes n'auraient alors qu'à se prétendre infertiles.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

De nombreux couples québécois optent pour des mères porteuses ontariennes ou américaines parce qu'ils sont mieux protégés légalement contre l'éventualité d'un refus de céder l'enfant.

Et l'infertilité, il n'y a pas un médecin qui peut l'attester ou la contester. « Elle est souvent inexplicable », rappelle le D^r Robert.

Si on proscriit le recours aux mères porteuses, soit les femmes s'assureraient de ne plus se présenter comme telles, « soit

les couples à la recherche d'une mère porteuse feront comme les Français [puis-que] c'est interdit chez eux: ils iront dans les pays voisins », explique la D^{re} Michèle Marchand, conseillère en éthique au Collège des médecins.

Le Québec ne reconnaissant aucune valeur légale au contrat entre un couple et une mère porteuse, ce genre de tourisme est d'ailleurs déjà très courant. De nombreux couples québécois optent pour des mères porteuses ontariennes ou américaines parce qu'ils sont mieux protégés légalement contre l'éventualité d'un refus de céder l'enfant ou du non-respect des termes de l'entente (en ce qui concerne par exemple le suivi médical, la consommation de cigarettes, etc.).

Aussi, si on bannit tout recours à la mère porteuse, « l'interdira-t-on aussi à la femme sans utérus? demande le D^r Marchand. Lui dira-t-on non, alors que les techniques existent? »

D'abord, réfléchir

Alors quoi? Alors, voilà: c'est compliqué, très compliqué. Mieux vaut prendre le temps de réfléchir à tout cela et prendre acte du fait que même la meilleure loi ne viendra pas régler tous les cas de figure, insiste le D^r Yves Robert. « Comme on l'avait envisagé pour la loi sur les soins en fin de vie, peut-être devrait-on penser à la mise en place d'une commission [permanente] qui pourrait nous aider à répondre aux questions au fur et à mesure qu'elles se présentent. »

Les médecins ont certes une responsabilité professionnelle face au bien-être des enfants et des mères qui les portent, poursuit le D^r Marchand,

et d'un point de vue social, « oui, un encadrement doit les protéger ».

Y compris, ajoute le D^r Yves Robert, dans l'éventualité où un enfant naît sans plus aucune attache claire (le cas extrême étant celui d'un recours à une mère porteuse, à une donneuse d'ovules autre et à un donneur de sperme).

Mais d'un point de vue juridique et éthique, c'est là un débat de société que les médecins ne sont pas plus à même que d'autres de trancher, pas plus que les médecins ne peuvent statuer « sur les compétences parentales de qui que ce soit », dit le D^r Marchand.

Le Collège continue néanmoins de plaider pour la création d'un registre national qui détaillerait tout ce qui se fait en

« Les femmes ne feraient alors que s'abstenir de se présenter en clinique de fertilité en déclarant bien haut: "Voilà, je suis la mère porteuse d'un couple gai". »

— Le D^r Yves Robert, secrétaire du Collège des médecins

procréation assistée. Combien d'embryons sont implantés? Combien d'embryons éliminent-on du ventre de la femme quand on juge qu'un trop grand nombre a été implanté? Combien de grossesses multiples? Comment se portent les enfants nés d'une procréation assistée?

Autant de questions qui, pour l'heure, restent sans réponse, tout comme celle, tout aussi fondamentale, note le D^r Marchand, de savoir si les doses massives d'hormones que l'on injecte – lors d'une stimulation ovarienne notamment – sont sûres pour les femmes.

BOUTIQUE COURIR
MONTRÉAL 4452, rue Saint-Denis
LONGUEUIL 1085, chemin Chambly

votre partenaire de course depuis plus de 30 ans!

Plusieurs modèles en différentes largeurs

M880

W880

Avec achat de 100 \$ et plus, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines

En partenariat avec **CYCLIDE** www.cyclide.org

NOS DEUX BONNES ADRESSES
MONTRÉAL : 4452, rue Saint-Denis • LONGUEUIL : 1085, chemin Chambly
boutiquecourir.com • facebook.com/boutiquecourir

DES VACANCES AU QUÉBEC?

NE MANQUEZ PAS SAMEDI LE MAGAZINE NOTRE QUÉBEC

Vous y découvrirez les régions du Québec à visiter cet été et une foule de renseignements pour bien planifier vos vacances.

De plus, courez la chance de vivre une des 3 expériences golf inoubliables avec les

HÔTELS **Fairmont**
Tous les détails du concours dans le magazine.

C'EST UN RENDEZ-VOUS SAMEDI DANS **LA PRESSE**

HÂTEZ-VOUS! Cette promotion se termine ce jeudi!



Brault & Martineau
Pour le meilleur et pour le prix



Profitez de nos prix et promos anniversaires!

Vente 54^e anniversaire!

Ensemble matelas et sommier COBALT
Matelas avec plateau Euro Top/Ressorts interactifs/Sommier rigide de 9 po
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 12,47 \$*/mois ou 449 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 15,25 \$*/mois ou 549 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 20,81 \$*/mois ou 749 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
1261\$*/mois
OU
454\$
matelas sommier 2PLACES

Ensemble matelas et sommier VOLTA
Ressorts enséchés/Centre renforcé/Matelas à plateau intégré/Sommier rigide de 9 po
Sommiers rigides de 5 et 7 po aussi disponibles
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 16,64 \$*/mois ou 599 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 19,42 \$*/mois ou 699 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 27,75 \$*/mois ou 999 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
1817\$*/mois
OU
654\$
matelas sommier 2PLACES

Ensemble matelas et sommier STUDIO LOUNGE II
Ressorts enséchés sans rotation Evolution*/Coffret de mousse 360*/Coussinet surhaussé/Sommier rigide de 9 po
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 19,42 \$*/mois ou 699 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 23,03 \$*/mois ou 829 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 30,53 \$*/mois ou 1099 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
2094\$*/mois
OU
754\$
matelas sommier 2PLACES

90 jours d'essai sur TOUS nos matelas
Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.
La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau

Ensemble matelas et sommier SAN TROPEZ
Matelas avec plateau Euro Top/Ressorts SuperLastic® avec supports latéraux
Sommier rigide de 8,75 po
Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 14,69 \$*/mois ou 529 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 18,31 \$*/mois ou 659 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 26,36 \$*/mois ou 949 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
1539\$*/mois
OU
554\$
matelas sommier 2PLACES

Ensemble matelas et sommier COPENHAGUE
Ressorts enséchés individuellement pour un support accru qui s'ajuste au corps/Procure une excellente nuit de sommeil réparatrice et un confort exceptionnel
Contour en mousse infusée de soya/Contour de mousse Best Edge/Mousse viscoélastique en gel Cool Twist*/Sommier rigide de 8,75 po
Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 21,92 \$*/mois ou 789 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 25,81 \$*/mois ou 929 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 36,08 \$*/mois ou 1299 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
2372\$*/mois
OU
854\$
matelas sommier 2PLACES

Ensemble matelas et sommier CASSIS
Ressorts enséchés individuellement, zonés et renforcés au centre/SmartSurface® avec BodyLoft antimicrobien/Recouvrement avec technologie CoolBalance®/Mousse viscoélastique en gel Cool Twist*/Contour de mousse Best Edge*/Sommier rigide de 8,75 po
Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 24,97 \$*/mois ou 899 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 29,14 \$*/mois ou 1049 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 41,64 \$*/mois ou 1499 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
2650\$*/mois
OU
954\$
matelas sommier 2PLACES

Ensemble matelas et sommier BELLAGIO
Matelas haut de gamme en mousse mémoire Allège les points de pression et améliore la circulation sanguine/Canaux d'aération qui expulsent la chaleur en surface pour maintenir une température idéale/Sommier rigide de 8 po
Sommier rigide de 4 po aussi disponible
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 27,75 \$*/mois ou 999 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 34,69 \$*/mois ou 1249 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 51,92 \$*/mois ou 1869 \$

PRIX ANNIVERSAIRE!
3206\$*/mois
OU
1154\$
matelas sommier 2PLACES

Payez en **36** versements sans intérêt* jusqu'en mai 2017 sur les matelas
Plan BM Service de livraison flexible et gratuit**
▶ Plage horaire de 4 heures

Si votre solde quotidien moyen est de :

1000\$	1000\$
500\$	500\$
100\$	100\$
1,60\$	8,01\$
1,60\$	16,03\$

Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemples de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les matelas sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucun frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du lundi 5 mai au jeudi 15 mai 2014. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. Voir conditions en magasin. ** Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H
braultetmartineau.com

BROSSARD 450 619-6777	GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555	KIRKLAND 514 697-9228	LASALLE 514 364-6110	SAINT-LÉONARD 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815	SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240	SAINT-HUBERT 450 676-1911	SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555	LAVAL 450 682-2516

Galerie du sommeil HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU MERCREDI 10H À 18H JEUDI ET VENDREDI 10H À 21H SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H	GRANBY 450 372-5656	ST-HYACINTHE 450 774-6116	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 450 349-1609
	MASCOUCHE 450 474-8531	ST-JÉRÔME 450 431-9338	VAUDREUIL-DORION 450 424-2651

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau
Accord D Desjardins **Suivez-nous sur facebook**

POLITIQUE

RELATIONS INTERNATIONALES

« L'image du Québec ternie par la Charte »

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le Québec doit améliorer son image sur la scène internationale, prévoit le *Plan stratégique 2014-2019* sur la politique internationale, qui sera rendu public dans les prochaines semaines. Et le dossier de la Charte des valeurs fait à coup sûr partie des causes de cette mauvaise perception à l'étranger.

Préparant cet énoncé politique avec ses hauts fonctionnaires, la nouvelle ministre des Relations internationales Christine St-Pierre avoue avoir été surprise que la « machine » ait insisté sur cette nécessité « d'améliorer » la perception du Québec à l'extérieur de nos frontières. Bien sûr, les casseroles de 2012 et même l'affaire Magnotta ont contribué à faire mauvaise impression, mais le dossier de la Charte des valeurs a bien davantage terni l'image du Québec, lui a-t-on expliqué. « Le corps diplomatique a eu une rencontre à ce sujet parce

que l'image du Québec était ternie par la Charte », martèle M^{me} St-Pierre.

Rencontre avec la diplomatie

C'est pourquoi d'ailleurs, alors ministre, Jean François Lisée avait rencontré le corps diplomatique à Montréal au début de décembre 2013, sans que ce soit annoncé. « Ce que je comprends, c'est que M. Lisée s'est fait dire: cela ne marche pas, votre affaire! », observe M^{me} St-Pierre. Elle n'a pas eu accès aux notes prises à la réunion — on ne divulgue pas de tels détails d'une administration à une autre, explique-t-elle.

Pauline Marois et Bernard Drainville avaient été conviés à cet échange avec l'ensemble des consuls en poste au Québec. Des informations fournies par les fonctionnaires de son ministère, M^{me} St-Pierre retient que c'est devant les questions répétées des consuls que cette réunion avait été convoquée, « c'était une opération de damage control », résume-t-elle dans une entrevue accordée hier à *La Presse*.



PHOTO IVANOVAH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La nouvelle ministre des Relations internationales Christine St-Pierre avoue avoir été surprise que la « machine » ait insisté sur cette nécessité « d'améliorer » la perception du Québec à l'extérieur de nos frontières.

Joint après le caucus secret tenu en Beauce où, ironiques, les responsables du PQ l'avaient assis à côté de Bernard Drainville qu'il avait attaqué la veille, M. Lisée soutient de son côté que « cette réunion ne portait pas sur la Charte ». M. Drainville y

avait été convié pour expliquer son projet, c'est évident, mais l'événement n'avait pas été provoqué par une montée d'inquiétude chez les diplomates en poste au Québec. D'ailleurs, le responsable de l'Enseignement supérieur Pierre Duchesne s'y trouvait

aussi, pour parler d'innovation, relève-t-il.

Historiquement, les délégations du Québec à Paris, New York et Londres ont toujours été « politiques ». Ces délégués étaient généralement en lien direct avec le premier ministre. Avec l'arrivée du gouvernement Marois, cette pratique a paru mise de côté; la journaliste Dominique Poirier a été envoyée à New York pour remplacer André Boisclair, un autre journaliste, Stéphane Paquet, est à Londres, et le fonctionnaire de carrière Michel Robitaille est à Paris.

« Pour le moment, tout le monde est en place. Mais on va regarder avec le bureau du premier ministre comment il voit les choses », dit M^{me} Saint-Pierre. D'autres sources soulignent que ces nominations pourraient être réévaluées, « dans un avenir rapproché », mais on ne parle pas de court terme.

À New York comme à Londres, les gens sont entrés en poste l'an dernier et ont des contrats de trois ans.

Commission d'enquête sur la fiscalité

Luc Godbout pressenti pour la direction

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le fiscaliste Luc Godbout est pressenti par le gouvernement Couillard pour prendre la tête d'une commission d'enquête sur la fiscalité. La démarche maintes fois promise par les libéraux avant qu'ils ne prennent le pouvoir devrait être enclenchée autour

de la présentation du budget, début juin.

Des sources du côté du gouvernement conviennent que le spécialiste de l'Université de Sherbrooke — qui travaille à l'antenne de Longueuil — est sur la courte liste des gens susceptibles de prendre les commandes de cette opération. Communicateur hors pair, vulgarisateur, M. Godbout avait accepté de travailler avec Claude Montmarquette sur

une appréciation de la situation financière du Québec peu après les élections. Leur rapport a été rendu public il y a deux semaines.

M. Godbout était aussi proche des décisions sur la commission d'Alban D'Amour sur la pérennité des régimes de retraite. Le groupe avait proposé il y a un an un coûteux système de rente de longévité pour les citoyens de 75 ans et plus.

Joint hier, M. Godbout s'est refusé à tout commentaire, mais a relevé qu'il n'était pas inusité qu'un professeur d'université participe à de telles commissions. Nicolas Marceau, devenu ministre des Finances par la suite, avait siégé à la commission Séguin sur le déséquilibre fiscal, relève-t-il notamment.

Une réforme planifiée

L'automne dernier Philippe Couillard avait répété jusqu'à

plus soif son intention de revoir la fiscalité des individus et des sociétés. « On proposera à la prochaine élection une réforme de la fiscalité autant pour les individus que pour les entreprises », promettait-il, soulignant que « récompenser le travail des individus et encourager les entreprises à embaucher » seraient au centre de la stratégie libérale.

M. Couillard s'était engagé à réaliser cette réforme aussi tôt qu'au moment de sa course à la direction du PLQ. « On veut envoyer les bons signaux pour que tout le monde sache que travailler à améliorer sa condition, c'est intéressant. Quand on travaille plus, on est récompensé », disait le chef libéral.

Utilisé traditionnellement POUR TRAITER LES SYMPTÔMES DES INFECTIONS DES VOIES RESPIRATOIRES SUPÉRIEURES (GORGE, NEZ, ETC.)

L'AIL : Le simple fait de couper, broyer ou écraser une gousse d'ail frais produit de l'allicine volatile qui est irrécupérable. Dans l'ail **Sulfo-Génik** nous le récupérons pour vous. Chaque comprimé entérosoluble libère lentement un potentiel de 4000 mcg d'allicine (UNE ASSISTANCE POUR TRAITER LES SYMPTÔMES DES INFECTIONS DUES À LA CROISSANCE DE MICRO-ORGANISMES PATHOGÈNES), produit soufré par excellence qui agit là où vous le voulez, dans votre tube digestif et non pas dans l'estomac. Ce sont là tous les bienfaits de l'allicine pour la santé, sans les inconvénients de l'odeur. L'ail biocomplexe Sulfo-Génik, produit allicino-actif, issu de la conception du laboratoire Sur-Actif, est une véritable mine d'éléments soufrés, oui, un bénéfique, un gain supra nutritionnel, un super aliment.

* L'ail **Sulfo-Génik** est utilisé traditionnellement pour traiter les symptômes des infections des voies respiratoires supérieures (gorge, nez, etc.). On se procure de l'ail **Sulfo-Génik**, du vrai de vrai ou pas du tout. Aucun compromis avec la qualité

* Ces allégations font partie intégrante de la licence. Produits de santé naturel homologués: AIL SULFO-GÉNIK licence NPN 80000306



Achetez une bouteille de 60 comprimés et recevez-en une deuxième GRATUITEMENT.

En vigueur du 10 au 15 mai 2014. Jusqu'à épuisement des stocks.

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1600, bl. Le Corbusier Laval, Centre Laval 450-688-5455	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est Montréal 514-279-3709	Néo Santé 495 St-Georges, Saint-Jérôme 450-436-5548	Commande postale 514-272-1365 Ligne extérieure: 1-800-272-1365 1 877-833-5933 1 877-511-3368
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 127 A, boul. Des Promenades St-Bruno (Promenades St-Bruno) 450-653-6009	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341 A, boul. Saint-Joseph Gatineau 819-770-3645	Boutique Luc Mathieu 104, rte du Président-Kennedy #100 Lévis 418-833-5933	Santé en Direct - Nouveau Lignes ouvertes avec Johanne Verdon sur les ondes de CIRA 91.3 FM le samedi de 8h à 10h et le lundi de 14h30 à 16h30. Sur les ondes de CJLV 1570 AM le samedi et dimanche de 8h à 11h. En rediffusion, le mercredi de 11h à 12h.
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Sainte-Foy 418-656-1266	Vitavie au naturel 5455, boul. des Forges Trois-Rivières 819-378-7777	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale Ouest Magog 819-868-3368	450 951-8006 1 855 951-8006
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny 450-657-2032	Boutique Luc Mathieu 2622, rue King Ouest, Sherbrooke (à l'arrière de l'édifice 2630) 819-823-3322	Vitavie au Naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418-667-0070	

www.sur-actif.com

LA PRESSE+

CHEZ



PRESSE CAFÉ

VENEZ FAIRE L'ESSAI DE LA PRESSE+ DANS L'UN DES PRESSE CAFÉ PARTICIPANTS.

À GAGNER :
10 TABLETTES
iPAD OU ANDROID*



Rencontrez l'équipe de La Presse+ et participez au concours dans les Presse Café suivants :

AUJOURD'HUI DE 11 H À 14 H

- + Édifice Standard Life 1245, rue Sherbrooke Ouest
- + Place Bonaventure 800, rue De La Gauchetière Ouest
- + Ste-Foy 2825, boul. Laurier

CE SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 H À 15 H

- + Ste-Foy 2825, boul. Laurier
- + Boisbriand 3460, av. des Grandes Tourelles

Pour connaître le calendrier complet de l'ensemble de nos sorties, visitez LaPressePlus.ca/calendrier



*Règlement disponible à La Presse. La valeur totale des prix est de 5200\$. Le tirage aura lieu le 16 juin aux bureaux de La Presse.

Fin imminente du quasi-moratoire sur le gaz de schiste

Les écologistes craignent la reprise des recherches

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Des écologistes craignent que les travaux de recherche et d'exploration du gaz de schiste ne reprennent dans un mois si Québec ne met pas à jour une loi adoptée par le gouvernement Charest en 2011.

La loi limitant les activités pétrolières et gazières, adoptée il y a trois ans, a interdit la recherche de pétrole et de gaz dans l'estuaire du Saint-Laurent. Elle a aussi suspendu la validité de tous les permis de recherche en vigueur sur le territoire du Québec.

« La loi est venue "geler" l'âge des permis de recherche en vigueur sur le territoire québécois (notamment pour éviter leur expiration prématurée), sans remettre en question leur validité, a expliqué le porte-parole du ministère des Ressources naturelles, Nicolas Bégin. Elle est aussi venue exempter les titulaires de ces permis de l'obligation qu'ils ont de mener un minimum de travaux d'exploration. »

Cette disposition de la loi vient à échéance le 13 juin



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

La disposition de la loi vient à échéance le 13 juin 2014. À cette date, les permis redeviendront « actifs », confirme le Ministère.

2014. À cette date, les permis redeviendront « actifs », confirme le Ministère.

Or, la loi oblige les entreprises qui détiennent des permis de recherche à effectuer un minimum de travaux d'exploration.

Écologistes inquiets

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) craint que cette situation n'ouvre la porte à la reprise des activités de l'industrie. Et ce, même si le Bureau des audiences

publiques sur l'environnement (BAPE) ne terminera qu'à l'automne son examen de cette filière énergétique.

« Théoriquement, le 14 juin, les compagnies pourraient reprendre des travaux d'exploration parce que le

quasi-moratoire serait arrivé à terme, explique André Bélisle, porte-parole du groupe écologiste. Le processus du BAPE n'est pas en soi une obligation de ne pas faire d'exploration. »

L'Association pétrolière et gazière du Québec assure que ses membres n'ont aucune intention de reprendre leurs activités avant la fin de l'examen du BAPE. Sa porte-parole, Marie-Chantal Domingue, assure que l'industrie souhaite avant tout obtenir la « licence sociale » de Québécois avant d'exploiter le gaz de schiste.

Elle reconnaît toutefois que les entreprises devraient devoir engager des frais pour conserver leurs permis si Québec ne colmate pas la brèche dans la loi.

« Les entreprises sont perdantes dans un tel scénario parce qu'elles payent et elles ne peuvent rien faire », indique M^{me} Domingue.

La reprise des travaux exploratoires ne signifierait pas nécessairement la mise en service de nombreux puits de forage, puisque les entreprises devraient obtenir un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement avant d'exploiter un gisement.

Pour l'heure, le ministère des Ressources naturelles n'a pas encore décidé s'il prolongera la loi.

« Nous étudions présentement la question et nous présenterons nos orientations sous peu », a indiqué Tamara Davis, porte-parole du nouveau ministre des Ressources naturelles, Pierre Arcand.

L'INDUSTRIE EN CHIFFRES ET EN MOTS

13%

La part du gaz naturel dans le bilan énergétique du Québec. La moitié de la demande provient du secteur industriel. Un dixième de la demande provient du secteur résidentiel.

ALBERTA

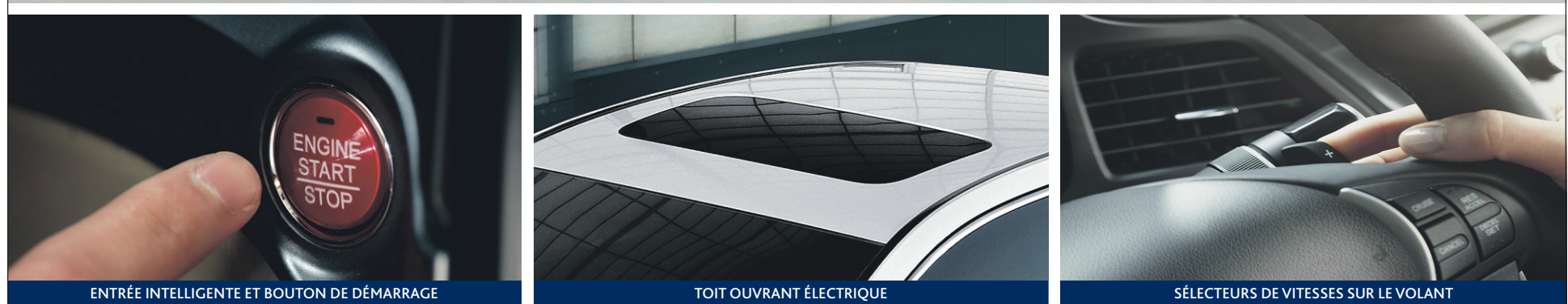
La province a longtemps fourni l'essentiel du gaz naturel au Québec. Mais les producteurs de cette province ciblent désormais le marché asiatique, où la demande croît à un rythme fulgurant. Ils desservent aussi l'industrie des sables bitumineux qui est en plein boom.

22 À 47 BILLIONS

Le nombre de pieds cubes de gaz récupérables dans le sous-sol Québec, selon des estimations préliminaires. Aucune étude n'a encore permis de préciser le potentiel gazier de la province.

7 À 21 MILLIARDS

Les taxes et redevances que pourrait toucher le gouvernement du Québec selon différents scénarios de développement de l'industrie du gaz de schiste, selon une étude réalisée en 2013 par le Canadian Energy Research Institute.



ENTRÉE INTELLIGENTE ET BOUTON DE DÉMARRAGE

TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

SÉLECTEURS DE VITESSES SUR LE VOLANT

148 \$* | 0 \$ | 0,9 % | 2 200 \$

AUX DEUX SEMAINES | COMPTANT | POUR 48 MOIS | EN CRÉDIT DE NIVEAU SUPÉRIEUR INCLUS



* Offre d'une durée limitée du 1^{er} mai au 2 juin 2014 applicable à la location pour usage personnel seulement d'un modèle neuf Acura ILX 2014 (DE1F3E) par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Taux de location de 0,9 % sur 48 mois pour ILX. Exemple de location pour une période de 48 mois équivalent à 104 paiements de 148 \$ aux deux semaines, moyennant un acompte initial de 0 \$ et des frais d'inscription au RDPPM de 38,73 \$ et des frais d'agent de 5,25 \$. Le paiement du premier mois, les frais d'inscription au RDPPM et les frais d'agent et un dépôt de garantie de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 64 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura au Québec. Le rabais de 2 200 \$ est inclus dans le paiement en location et est disponible aux clients au détail admissibles à l'achat ou à la location du modèle Acura ILX 2014 (DE1F3E) sur approbation de crédit, et sera déduit du prix de vente négocié avant les taxes. Le consommateur devra signer un contrat chez un concessionnaire Acura participant et prendre livraison entre le 1^{er} mai et le 2 juin 2014. Certaines conditions s'appliquent. Le modèle représenté n'est qu'à titre informatif. Les offres se terminent le 2 juin 2014 et sont sujettes à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger. Jusqu'à épuisement des stocks. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour connaître les détails. © 2014 Acura, une division de Honda Canada Inc.

ACTUALITÉS

PRODUCTIVITÉ

Les syndicats répliquent à Coiteux



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec, Lucie Martineau, reproche au président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, d'entretenir des préjugés à l'égard des fonctionnaires.

Le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, a provoqué une levée de boucliers du côté des syndicats, hier. En entrevue avec *La Presse*, il a indiqué qu'il envisageait d'assujettir les prochaines hausses salariales des employés de l'État à une augmentation de leur productivité. Les syndiqués, dont les conventions collectives arriveront à échéance le 31 mars prochain, l'attendent de pied ferme. — TOMMY CHOUINARD

LES CADRES DANS LE COLLIMATEUR

La CSN estime que, si Québec veut augmenter la productivité de l'État, il devrait abolir des postes de cadre, dont le nombre dans le réseau de la santé a augmenté de près de 25 % depuis 2004, presque deux fois plus que les corps d'emploi syndiqués.

Certains membres du personnel soignant passent près

de 30 % de leur temps de travail à fournir aux cadres « statistiques et justifications de leurs actes ». S'ils étaient plus autonomes, moins « contrôlés », ils pourraient donner plus de services aux patients, a affirmé la vice-présidente de la CSN, Francine Lévesque. « On a augmenté le nombre de cadres pour suppléer au fait qu'on a grossi les organisations [les CSSS]. Du côté des services, on nous a demandé de faire plus avec

moins. Ça ne peut pas continuer comme ça. »

Elle se défend de succomber au réflexe « pas dans ma cour ». « Je suis prête à regarder comment travailler autrement », a-t-elle dit. Mais elle ne trouve pas légitime d'assujettir les hausses salariales à des gains de productivité. « La productivité, on va s'en parler dans un autre contexte, dans un autre cadre. On va mettre l'organisation des services sur la table. Et la productivité, ça ne peut pas reposer seulement sur les salariés. »

COITEUX « ENTRETIEN LES PRÉJUGÉS »

Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) met au défi le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, de trouver un seul de ses membres qui « se pogne le beigne ».

« Il n'y en a pas ! Dites-moi où se trouve ce monde-là », a lancé sa présidente, Lucie Martineau.

Elle reproche à M. Coiteux d'entretenir les préjugés. Il tient « un discours pris dans des livres de gestion », loin de la réalité, selon elle. « Ce qui me heurte vraiment beaucoup, c'est qu'on laisse croire que les fonctionnaires sont improductifs. Je l'invite, on va y aller, voir ceux qui ne sont pas productifs. Je suis prête n'importe quand. »

Selon elle, la fonction publique est surchargée de travail à plusieurs endroits. À la Régie du logement, par exemple, « ils ne sont pas capables de rendre des décisions avant 17 mois à certains endroits. On a le temps de déménager avant d'être entendu ! »

Le taux d'épuisement professionnel est en hausse un peu partout, a-t-elle ajouté. « C'est ce qui arrive à force de couper un poste sur deux [départs à la retraite] et de donner l'ouvrage aux autres. Est-ce que c'est ça qu'on veut ? »

Pour améliorer la productivité, il faut regarder du côté des « structures de gestionnaires ». Elle dénonce le « gaspillage de fonds publics » dans les contrats informatiques. Elle recommande à Québec de centraliser l'achat de médicaments en créant une société publique, Pharma-Québec, comme le propose Québec solidaire. « On pourrait économiser 1 milliard, avec ça », a-t-elle dit.

« ON NE PEUT PAS NOUS DEMANDER PLUS »

Les infirmières sont déjà surchargées depuis des années. « On ne peut pas nous demander plus », soutient la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé, Régine Laurent.

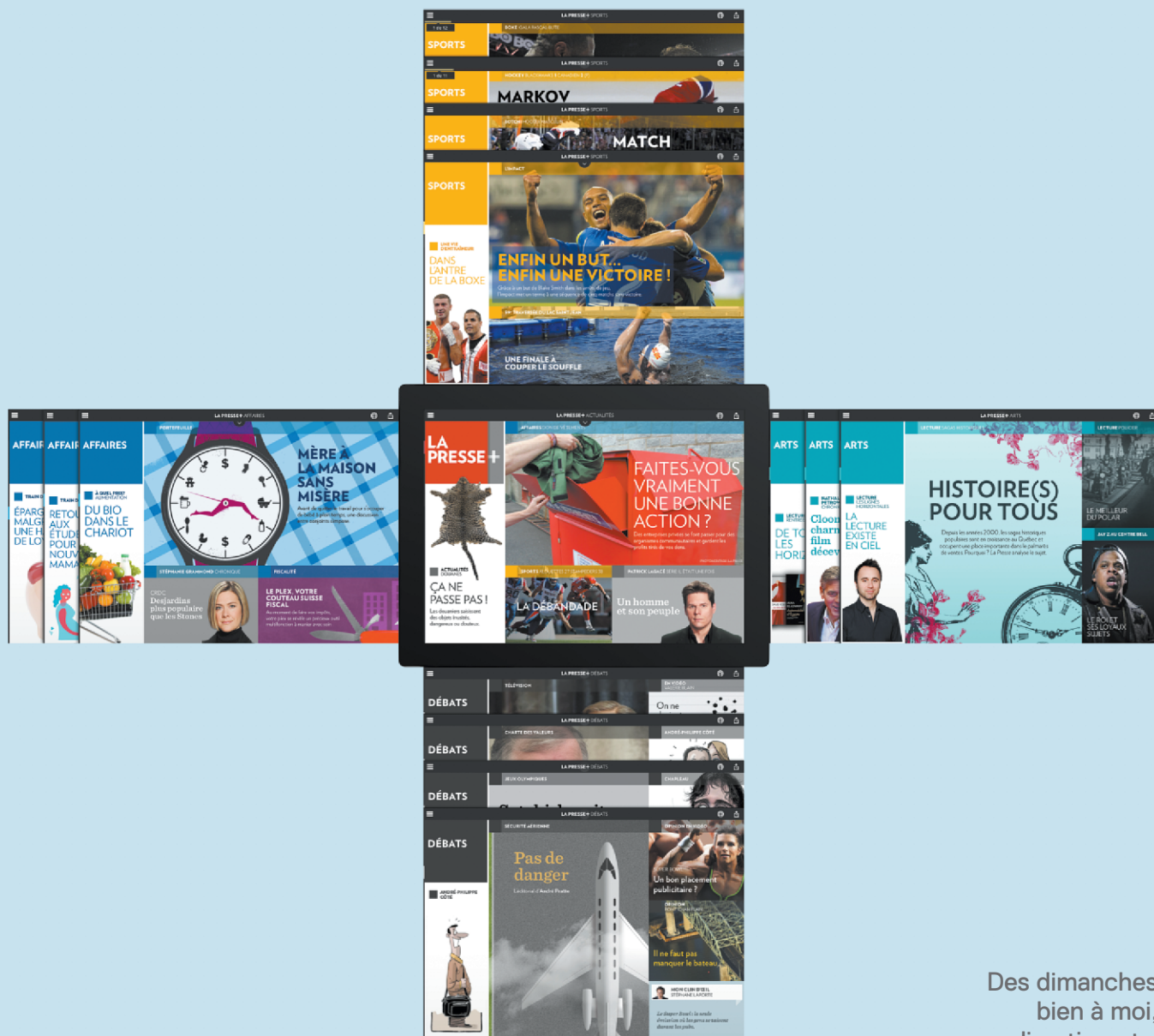
« On est déjà à la limite de notre capacité. Il faut toujours penser que la limite de nos capacités, c'est la dispensation de soins sécuritaires », a-t-elle insisté.

Au sujet de l'augmentation de productivité, « je ne sais pas qui visait particulièrement M. Coiteux, a-t-elle ajouté, mais ça ne doit pas être le réseau de la santé ! »

Quoi qu'il en soit, l'une des priorités de la FIQ pour les prochaines négociations, « diminuer la charge de travail » de ses 64 000 membres, entre en contradiction avec le discours de Martin Coiteux.

Les patients demeurent moins longtemps qu'avant à l'hôpital, a expliqué M^{me} Laurent. Mais durant leur hospitalisation, « ils restent toujours en phase aiguë » pour ce qui est des besoins de soins. Les infirmières doivent donc faire un « suivi accru » de tous les patients, ce qui n'était pas le cas auparavant. « On ne peut pas avoir le même nombre de professionnels en soins, et encore moins faire des coupes, car la demande de soins des patients est plus grande », a-t-elle dit. Elle a évoqué l'idée de diminuer le ratio de patients pour chaque infirmière et a souligné que 60 % des postes sont à temps partiel, ce qui nuit à la stabilité des équipes de travail et à la continuité des soins.

MON DIMANCHE, MA TABLETTE, MON LATTE ET TELLEMENT +



Des dimanches bien à moi, + divertissants, avec + d'actualité. Et c'est gratuit.

MA PRESSE ET TELLEMENT +



App Store est une marque de service d'Apple Inc.



Google Play est une marque déposée de Google Inc.

LaPressePlus.ca



COUR SUPRÊME

Nomination d'un juge du Québec « bientôt »

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement fédéral pourrait nommer « très bientôt » un nouveau juge du Québec à la Cour suprême du Canada pour remplacer Marc Nadon, a annoncé le ministre de la Justice, Peter MacKay, hier.

Le ministre MacKay a rencontré sa nouvelle homologue provinciale, Stéphanie Vallée, mercredi à Ottawa. La nomination d'un troisième juge québécois à la Cour suprême a fait partie des sujets de discussion, ont confirmé les bureaux des deux politiciens. Le Québec a présenté sa courte liste des candidats qu'il souhaite voir nommés.

« J'ai franchi l'étape cette semaine de parler à la procureure générale du Québec et j'ai l'intention de présenter un nouveau nom pour la Cour suprême très bientôt », a déclaré M. MacKay à la Chambre des communes.

Selon la députée néo-démocrate Françoise Boivin, qui a siégé l'été dernier à un comité parlementaire qui a recommandé trois noms au ministre de la Justice, une nomination aussi rapide nécessiterait que le gouvernement choisisse à même cette ancienne liste.

Ce comité siégeait à huis clos et on ignore quels sont les deux juristes du Québec qui se trouvent encore sur cette liste. Marc Nadon, dont la nomination a été invalidée par la Cour suprême en mars, en faisait partie.

En marge de chaque processus de nomination, le moulin à rumeurs envoie différents candidats à la plus haute cour du pays. Parmi les noms qui circulent cette fois-ci, on entend ceux de Clément Gascon, Nicholas Kasirer et Marie-France Bich, tous des juges à la Cour d'appel du Québec.

La crise Nadon

Le choix de Marc Nadon avait surpris tout le monde l'automne dernier. Il s'est depuis transformé en crise politique pour le gouvernement Harper.

Cette crise a pris une nouvelle tournure la semaine dernière lorsque le premier ministre a vivement dénoncé la décision de la Cour suprême et indiqué que sa juge en chef avait agi de manière inappropriée en le mettant en garde contre les problèmes potentiels de cette nomination – avant qu'elle ne soit annoncée.

L'attaque du gouvernement fédéral a provoqué l'ire de nombreuses associations de juristes et de doyens des facultés de droit à travers le pays. Ottawa a depuis baissé le ton et le ministre MacKay a même signalé hier qu'il souhaitait tourner la page.

« C'est comme cela que les choses se sont déroulées. Nous acceptons l'inévitable et nous allons maintenant de l'avant », a-t-il déclaré.

Le troisième poste de juge du Québec à la Cour suprême du Canada est vacant depuis le mois d'août, soit depuis le départ à la retraite du juge Morris Fish. Un autre poste de juge du Québec devra être pourvu prochainement avec le départ de Louis Lebel, qui atteindra l'âge obligatoire de la retraite au mois de novembre.

MANIFESTATION ANTI-AVORTEMENT

Femen s'invite à Ottawa

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Des milliers de militants anti-avortement ont convergé vers le parlement fédéral, hier, pour réclamer que le gouvernement fédéral interdise cette pratique. Une marche qui a été perturbée par deux manifestantes Femen.

Les deux protestataires ont fait irruption sur la scène, seins nus, au moment où l'archevêque de Québec, M^{gr} Gerald Cyprien Lacroix, prenait la parole.

« Fuck your morals », ont-elles scandé pendant que des policiers s'activaient à les évincer des lieux.

L'une des manifestantes, Delphine Bergeron, dit avoir agi dans l'espoir d'envoyer un message aux militants anti-avortement. « Mon corps, mes règles, a résumé M^{me} Bergeron. Ce sont les gens qui ont un utérus qui ont le droit de parole dans ce débat-là. »

Elle a par ailleurs salué le travail des policiers, louant leur professionnalisme lors de son arrestation. « Ils ont été polis, courtois, délicats, même. On vient à compter les bleus après ce type de manifestation, et j'ai à peine une égratignure. »

Libérée une vingtaine de minutes après son arrestation, M^{me} Bergeron n'a pas reçu



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Une manifestante Femen se fait escorter par deux agents de la GRC, sur la colline parlementaire, pendant la Marche pour la vie.

d'amende pour son coup d'éclat. Elle se voit interdite d'accès à la colline parlementaire pour six mois. Elle n'exclut pas de perturber la Marche pour la vie l'an prochain.

Les organisateurs de la marche n'ont pas laissé l'incursion des Femen interrompre leur programme.

« Je comprends qu'il peut y avoir des gens qui sont choqués contre nous, a dit Georges Buscemi, de la campagne Québec-Vie. Je sais que c'est un débat difficile parce qu'on est en train de mettre deux droits l'un contre l'autre. Alors on perçoit l'enfant à naître comme étant l'ennemi qui va diminuer ma dignité et c'est ça qu'il faut dépasser. »

La GRC confirme que 6000 à 8000 personnes ont pris part à la Marche pour la vie.

Les organisateurs souhaitent à la fois forcer la main aux élus fédéraux pour qu'ils balisent le droit à l'avortement et dénoncer l'approbation possible par Santé Canada d'un médicament utilisé dans les avortements et qui pourrait avoir des effets secondaires importants chez les mères.

« Au Canada, nous avons l'avortement sur demande, a indiqué le porte-parole du groupe, Matt Wojciechowski. Et malheureusement, il y a certaines personnes, y compris des politiciens, qui veulent favoriser encore davantage l'accès à l'avortement. »

Divergences au Parti conservateur

Comme c'est le cas chaque année, une quinzaine de députés conservateurs ont participé au rassemblement. Ils ont du coup défié leur chef, Stephen Harper, qui a maintes fois répété qu'il n'a aucune intention de rouvrir le débat sur l'avortement.

Royal Galipeau, député d'Ottawa-Orléans, participe à la marche chaque année. Arborant un chandail du Canadien de Montréal, il a acquiescé, au fait que son gouvernement ne remettra pas en question le droit à l'avortement.

« Il y a au sein du Parti conservateur une liberté d'expression et, profitant de cette liberté d'expression, il y a un certain nombre de parlementaires qui ont exprimé leur opinion pro-vie, a indiqué M. Galipeau. C'est probablement le parti le plus tolérant de la liberté d'expression. »

Son collègue Brad Trost, député de Saskatoon-Humboldt, a souligné que la majorité des députés fédéraux de sa province sont opposés à l'avortement.

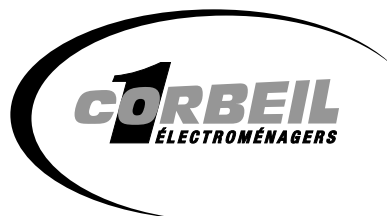
« Continuez votre bon travail, a-t-il lancé aux manifestants. Un jour, le reste du pays sera comme la Saskatchewan. »

— Avec Christiane Desjardins et Vincent Larouche



Les lave-vaisselle Miele,
à partir de 999 \$ jusqu'au 25 mai.
Une surprise pour nous aussi.

Offerts chez



miele.ca/corbeil

SPÉCIALISÉE DANS LES
TAILLES DE 12 À 26 ANS

OPPEN'S

Nouveaux arrivages 2014
chaque jour:

Kokomarina
Eileen Fisher Women
Mes Sœurs et Moi
Tomo
Sympli...
et plus.

Cadeau avec achat pour la fête des Mères!
Certificats-cadeaux disponibles

NOUVEAU
Chaussures mode
Bernie MEV
Tendances et
confortables

lundi-mercredi: 10h-18h
jeudi-vendredi: 10h-19h
samedi: 10h-17h
dimanche: 12h-17h

4828, boul. St-Laurent
(angle Villeneuve)
514-844-9159
www.oppens.ca

LAVE-VAISSELLE APPAREILS DE CUISSON MACHINES À CAFÉ RÉFRIGÉRATION SOINS DES VÊTEMENTS

Miele
IMMER BESSER

Promotion valide entre le 11 avril et le 25 mai inclusivement. La livraison complète doit être effectuée au plus tard le 30 août 2014. Pour obtenir toutes les conditions de cette promotion Miele, consultez www.miele.ca. « Miele » et le logo Miele sont des marques déposées de Miele & Cie. KG. © Miele Limitée 2014.

Rendons hommage au métier le plus noble qui soit. Joyeuse fête des Mères!

Vous êtes enseignantes, infirmières, conductrices, thérapeutes, stylistes de mode, chefs, arbitres et bien plus encore. Mamans d'ici et d'ailleurs, Workopolis vous lève son chapeau pour tout le travail que vous faites.

workopolis.com

 #workopolis


WORKOPOLIS



La guerre aux écoliers



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Parmi les rescapées du récent enlèvement de plus de 300 élèves dans un village du nord du Nigeria, il y a Deborah Sanya, jeune femme de 18 ans qui n'avait plus qu'une poignée d'examens à passer avant de décrocher son diplôme du secondaire.

Mais Deborah Sanya n'a pas pu terminer ses examens. Le soir du 14 avril, des hommes portant l'uniforme de l'armée nigérienne se sont pointés à l'école où elle était pensionnaire, et ont entrepris d'évacuer les élèves en leur promettant de les conduire en lieu sûr.

Puis, les faux soldats ont commencé à tirer en l'air en criant « Allahu Akbar », avant de mettre le feu au bâtiment. Deborah Sanya et ses copines ont alors compris qu'elles venaient de tomber entre les mains des islamistes extrémistes du groupe Boko Haram. Son seul nom, qui signifie « l'éducation est un péché », en dit long sur ses objectifs.

Après quelques heures de captivité, Deborah Sanya a réussi à s'enfuir avec quelques amies. Mais comme elle l'a confié à un journaliste du *New Yorker*, son calvaire n'est pas terminé pour autant. Car elle ne peut arrêter de penser aux quelque 270 compagnes qui

n'ont pas eu son courage, ou sa chance. Et qui restent toujours introuvables, trois semaines après leur enlèvement.

Ce kidnapping de masse n'a pas reçu immédiatement le traitement médiatique qu'il méritait. Les islamistes de Boko Haram n'en sont pas à leur première exaction. Leurs attaques dans le Nord nigérian abandonné par l'État ont fait 1800 morts au cours des quatre derniers mois! Au départ, ce n'était donc qu'une horreur de plus dans un pays qui sombre dans la violence.

Mais l'idée que des centaines de jeunes femmes aient pu être arrachées à leur vie, cachées en un lieu secret pour être éventuellement vendues comme esclaves a fini par créer une vague d'indignation mondiale. Au point que plusieurs pays, dont le Canada, ont décidé de prêter main-forte au Nigeria pour les retrouver. Tandis que la campagne « Bring Back Our Girls » fait rage sur les réseaux sociaux. Et que des manifestations devant les consulats nigériens s'organisent un peu partout sur la planète.

■ ■ ■
C'est un formidable élan de solidarité internationale devant une attaque aussi révoltante que gratuite. Devant, aussi,



PHOTO BOUREIMA HAMA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des femmes participent à une rencontre pour organiser la poursuite des Boko Haram, au Nigeria. Le nom de ce groupe extrémiste signifie « l'éducation est un péché ».

l'apparente indolence de l'État nigérian.

Mais cette attaque n'est malheureusement pas unique en son genre. Ni au Nigeria, ni ailleurs dans le monde.

Il y a plusieurs années que les islamistes de Boko Haram ciblent les écoles. Au début, ils se contentaient de brûler des bâtiments vides, la nuit. Mais depuis un an, ils conduisent leurs attaques en plein jour. Fin février, ils ont attaqué une autre école du nord du pays. Bilan: 43 élèves tués, plusieurs lycéennes enlevées et une école rasée — comme 200 autres écoles, dans ce seul État du Nigeria. Cet événement meurtrier est passé quasi inaperçu...

Et puis, les attaques contre les écoles, leurs élèves et leurs maîtres se multiplient dans au moins 30 autres pays, selon une recherche récente de la Coalition globale pour protéger les écoles contre les attaques.

L'Afghanistan, la Colombie, le Pakistan, la Somalie, le Soudan et la Syrie sont au premier plan de ce sinistre palmarès. En deuxième ligne, il y a la Côte d'Ivoire, l'Irak, le Mexique, la République démocratique du Congo et le Yémen.

Ces pays ont en commun d'avoir accumulé, entre 2009 et 2012, plus de 500 attaques visant spécifiquement des établissements d'éducation.

Pensez-y: plus d'un demi-millier d'écoles saccagées, de profs tués par balles ou d'enfants assassinés parce qu'ils osent aller à l'école. Ce n'est plus un phénomène. C'est une épidémie.

Les victimes sont souvent des filles. Mais pas seulement. Les attaques sont souvent conduites par des fous d'Allah. Mais pas seulement non plus.

La Colombie est le pays le plus dangereux pour les enseignants: 140 d'entre eux y ont été assassinés en trois ans. L'Afghanistan détient la palme des attaques antiécoles, avec 1100 agressions, signées surtout par des talibans. Mais les écoles sont aussi visées en Birmanie, où des nationalistes bouddhistes se battent contre les musulmans. Tandis que des écoliers bouddhistes sont visés en Thaïlande. Que l'armée de Bachar al-Assad bombarde les écoles dans les quartiers et les villages syriens contrôlés par les insurgés. Et que des milices congolaises kidnappent des écoliers pour les enrôler dans leur guérilla.

Tout comme le viol, les attaques contre les écoles font partie de l'arsenal des combattants d'aujourd'hui. « C'est une véritable arme de guerre », dit Zama Coursen-Neff, directrice du programme sur les droits des enfants pour Human Rights Watch.

Pourquoi les écoles se trouvent-elles ainsi au cœur de la bataille? Parce qu'elles symbolisent l'État contesté. Parce qu'elles peuvent servir de base de recrutement. Parce qu'elles constituent un éventuel lieu de liberté. Parce qu'on veut bloquer l'éducation des filles.

Mais d'abord et avant tout, dit Zama Coursen-Neff, parce que les écoles sont des cibles faciles. Et que ces attaques permettent de semer la terreur.

Aussi simple et aussi terrifiant que ça.

LE TOUR DU GLOBE

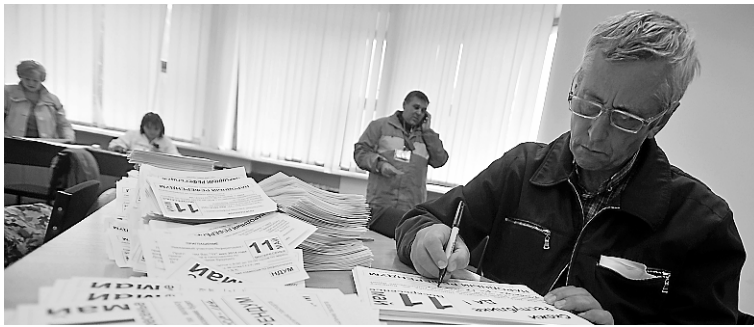


PHOTO AFP

Ukraine Les insurgés maintiennent le référendum

Les insurgés prorusses d'Ukraine ont décidé de maintenir leur référendum d'indépendance dimanche, ignorant un appel du président russe Vladimir Poutine à le reporter, tandis que Kiev annonçait la « poursuite » de son opération militaire dans l'est. La consultation annoncée pour dimanche dans l'Est sur une « déclaration d'indépendance » de la république autoproclamée de

Donetsk aura bien lieu le 11 mai, ont annoncé des responsables simultanément à Donetsk et Slaviansk. M. Poutine avait causé la surprise mercredi en semblant adopter un ton plus conciliant que de coutume à l'égard de Kiev. Il avait proposé un scénario de « dialogue » prévoyant l'arrêt de l'opération militaire en cours dans le Sud-Est en échange d'un report du « référendum ». — AFP

Afrique du Sud Nouvelle victoire de l'ANC

Fidèles au parti de Nelson Mandela qui les a débarrassés de l'apartheid, les Sud-Africains ont encore voté massivement pour l'ANC aux élections législatives de mercredi, en faisant fi de la colère sociale et des scandales qui agitent le monde politique depuis des mois. Selon des résultats partiels portant sur 75 % des bureaux de vote à 18 h hier, l'ANC menait avec 62,3 % des voix, en léger recul par rapport

à son score de 66,9 % aux dernières législatives de 2009. Preuve du désenchantement, le taux de participation devrait être en baisse de 5 points, à environ 72 %. Derrière l'ANC, le principal parti de l'opposition, l'Alliance démocratique (DA), semblait réussir son pari de progresser encore pour passer la barre des 20 %. Les résultats lui donnaient hier après-midi 22,7 % des voix, contre 16,7 % en 2009. — AFP

Résultats des tirages du : 2014-05-08

Lotto-D 2 2 2 1 6 2 6 5

Powerball 2 2 4 5 R

Banco 01 02 04 13 16 20 26 36 43 44
46 47 49 50 57 61 62 65 66 67

Astro Jour - Mois - Année - Signe
15 JUIN 86 VIERGE

Quintissime 3 876 4 4038

Triplicx 06 20 24 27 37

Extra 0147226

Lotto MAX Ce soir, 50 MILLIONS \$
+ MAXMILLIONS 7 LOTS DE 1 MILLION \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Le vendredi 9 mai

AUBAINE DU JOUR

En magasin et à labaie.com. Livraison gratuite des commandes en ligne de 99 \$ ou plus.

Précisions ci-dessous.

Bagages : 3 formats. 3 prix.

Choix de bagages à parois souples et à parois rigides, offerts en trois formats, signés SAMSONITE, DELSEY, ATLANTIC, RICARDO BEVERLY HILLS, TRAVELPRO, WESTJET, IT LUGGAGE, LONDON FOG et SWISS WENGER

119⁹⁹ Ord. 240 \$ à 480 \$ Grand format, 69 à 76 cm	99⁹⁹ Ord. 215 \$ à 470 \$ Format moyen, 58 à 66 cm	69⁹⁹ Ord. 125 \$ à 430 \$ Format cabine, 43 à 53 cm
--	---	--

Photo : Valise Venue NXT de SAMSONITE. Ord. 480 \$ Solde 119,99 \$

Photo : Valise Bold II de TRAVELPRO. Ord. 365 \$ Solde 99,99 \$

Photo : Valise Vault de WESTJET. Ord. 330 \$ Solde 69,99 \$

Et jusqu'à 60% de rabais

sur les autres collections de bagages

Exceptions ci-dessous.

LA BAIE D'HUDSON

Inscrivez-vous à labaie.com pour recevoir en primeur nos offres « Aubaine du jour ».

10\$ Lunettes de soleil Canada
Le tiers du produit de la vente de chaque paire de lunettes Canada servira à soutenir nos athlètes par l'entremise de la Fondation olympique canadienne. En exclusivité.

Auton bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande anticipée ni commande téléphonique. Cette offre est en vigueur jusqu'à épuisement des stocks et ne peut être combinée avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin. Tous les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. **LIVRAISON GRATUITE** : Livraison standard offerte sans frais pour tout achat de marchandises totalisant 99 \$ ou plus, avant taxes et frais additionnels. La livraison standard gratuite s'applique au montant après déduction des rabais et offres applicables, pour les achats en ligne seulement, à labaie.com. Des frais s'appliquent pour la livraison express ou prioritaire. Valable pour la livraison à des adresses au Canada seulement. Les meubles, canots, meubles et accessoires de jardin, barbecues et matelas sont exclus. Bagages : les bagages en ensemble, à prix de liquidation, Victorinox et ceux dont le prix se termine par 99 \$ sont exclus.

Victime du « deux poids, deux mesures »

Dans l'affaire Clinton, c'est la réputation de Lewinsky qui a souffert, selon plusieurs observatrices

NATHALIE COLLARD

Monica Lewinsky est de retour dans l'actualité américaine et depuis trois jours, son histoire n'en finit plus d'alimenter les réseaux sociaux.

Mardi, le magazine *Vanity Fair* a publié des extraits d'un texte écrit au « je » dans lequel l'ex-stagiaire à la Maison-Blanche revient sur la relation inconvenante qu'elle a entretenue avec le président Bill Clinton au milieu des années 90.

Dans ce texte très personnel, la jeune femme, aujourd'hui âgée de 40 ans, affirme qu'elle regrette ce qui s'est passé, mais en même temps, rappelle que cette sulfureuse relation a eu lieu entre deux adultes consentants. Monica insiste : elle n'était pas une victime.

Elle l'est toutefois devenue lorsque la garde rapprochée des Clinton a tout fait pour sauvegarder la réputation du président, dont ce n'était pas la première incartade.

Vrai, Bill Clinton a frôlé la destitution. Il a dû s'expliquer sur la place publique, répondre aux attaques des républicains et s'expliquer auprès de sa famille.

Mais ce n'est rien, répliquent aujourd'hui plusieurs femmes, à côté du traitement qu'a subi Monica Lewinsky.

Dans son texte, cette dernière raconte qu'une fois son histoire dévoilée au grand jour, sa vie est devenue un enfer. La jeune femme n'a jamais pu trouver d'emploi et s'est finalement exilée à Londres pour terminer une maîtrise en psychologie sociale.

« Tarée narcissique »

« Le féminisme m'a lâchée », écrit-elle dans le *Vanity Fair*, rappelant qu'elle a été dépeinte dans les médias comme une fille facile à la sexualité débridée. Hillary Clinton l'a pour sa part qualifiée de « tarée narcissique ». Dans cette histoire, soulignent plusieurs observatrices, c'est la réputation de la femme qui a été malmenée.

En effet, 16 ans plus tard, Bill Clinton est un homme politique respecté, courtisé par les médias et qui commande des cachets faramineux pour ses conférences.

« Non seulement les médias ont pardonné à son partenaire



PHOTO EDUARDO MUNOZ, REUTERS

Mardi, *Vanity Fair* a publié des extraits d'un texte dans lequel Monica Lewinsky revient sur sa liaison avec le président Bill Clinton.

sexuel, mais ils lui ont même concédé une dose supplémentaire de séduction », écrit l'auteure féministe Rebecca Traister dans *New Republic*.

Monica Lewinsky, elle, n'a jamais pu trouver un emploi dans les domaines qui l'intéressaient. Même si plusieurs lui reprochent d'avoir contribué à cette sinistre notoriété en accordant des entrevues, en participant à l'émission

humoristique *Saturday Night Live* ou en publiant un livre qui racontait son histoire, personne ne peut la contredire sur un point : sa réputation est un boulet dont elle n'a jamais pu se défaire.

Le *Washington Post* a pour sa part retrouvé une entrevue avec un des piliers du féminisme, Betty Friedan. Durant la campagne présidentielle d'Al Gore, l'auteure de *Feminine Mystique*

avait déclaré : « Je ne supporte pas la manière dont les médias dévalorisent tout. Qu'avez-vous à parler d'une petite stupide nommée Monica? Que vient-elle faire dans l'élection américaine? Ça me dégoûte! »

Comment faut-il réinterpréter le retour de Monica Lewinsky dans les médias aujourd'hui? se demandent plusieurs analystes de la politique américaine. Est-ce une façon de déstabiliser Hillary Clinton, qui n'a toujours pas annoncé sa candidature pour 2016? Ou serait-ce plutôt une manœuvre des démocrates pour rendre plus sympathique l'ex-première dame trompée? À moins que ce ne soit un tremplin pour Monica Lewinsky, qui souhaiterait se repositionner comme porte-parole des victimes d'intimidation en ligne, elle dont l'histoire a d'abord éclaté sur un site web, The Drudge Report, et qui se considère comme la première victime de l'internet?

Monica Lewinsky est peut-être victime d'internet, estiment plusieurs féministes, mais elle est surtout victime du « deux poids, deux mesures ».

Syrie Les derniers rebelles quittent Homs

Les derniers rebelles syriens quittaient hier Homs, baptisée il y a trois ans « capitale de la révolution », un succès pour Bachar al-Assad, assuré d'être réélu à la présidentielle du 3 juin. Ailleurs dans le pays en guerre, les rebelles ont fait exploser le célèbre hôtel Carlton à Alep, faisant au moins 14 morts parmi les soldats et les miliciens qui l'occupaient, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Dans la troisième ville de Syrie, Homs, où l'insurrection armée avait été lancée en 2011, les derniers rebelles montaient dans des bus qui doivent les conduire à Dar al Kabira, une localité rebelle plus au nord. Il s'agit du premier retrait des rebelles d'une grande ville syrienne depuis le début du conflit il y a trois ans, à l'issue d'un accord inédit négocié par le régime et les insurgés, dont les islamistes radicaux du Front islamiste, sous les auspices de l'ambassadeur d'Iran. — AFP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Boston Les avocats de Tsarnaev veulent que la peine de mort soit invalidée

Les avocats de Djokhar Tsarnaev, accusé d'avoir perpétré l'attentat du marathon de Boston, veulent que la peine de mort, que le gouvernement américain a requise contre leur client, soit déclarée inconstitutionnelle. Dans leur recours déposé mercredi soir, les avocats font référence à l'exécution de Clayton Lockett le 29 avril en Oklahoma. Le condamné avait succombé au terme d'une agonie de plus de 40 minutes, ce qui a suscité une vive controverse. Le président Barack Obama avait qualifié cette exécution de « profondément dérangeante ». Les avocats de Tsarnaev réclament qu'un juge du Massachusetts le retire des sentences possibles dans le cas de Djokhar Tsarnaev, mais aussi que les tribunaux ne puissent plus y avoir recours au niveau fédéral. — AFP

EXPO-SCIENCES PANCANADIENNE 2014

40 jeunes québécois parmi les meilleurs exposants du Canada!



L'Expo-sciences pancanadienne, c'est 500 projets scientifiques et près d'un million de dollars en prix et bourses d'études. L'événement se tiendra du 10 au 17 mai à Windsor en Ontario. Merck Canada Inc. et le Réseau CDLS-CLS, qui parrainent la délégation du Québec, lui souhaitent la meilleure des chances! « Nous sommes très fiers d'appuyer encore une fois les 40 membres de l'équipe québécoise à la finale pancanadienne. Par notre soutien, nous souhaitons leur permettre de continuer à explorer et assouvir leur curiosité scientifique. » Dr Mauricio Ede, directeur médical, Affaires médicales de Merck Canada Inc.



SUIVEZ LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE :

exposciences.qc.ca | facebook.com/exposciences | @exposciences



PARTENAIRE DU SUCCÈS DE SES ANNONCEURS

REPORTAGE PUBLICITAIRE

DESIGN LOUIS GEORGE a une nouvelle adresse

C'est désormais officiel, Design Louis George a déménagé. Jadis établi à la Maison Ogilvy, c'est dorénavant au 4360 chemin Côte-de-Liesse, à Ville Mont-Royal, dans une ancienne et lumineuse usine textile - transformée expressément pour Design Louis George - qu'on vous y accueillera.

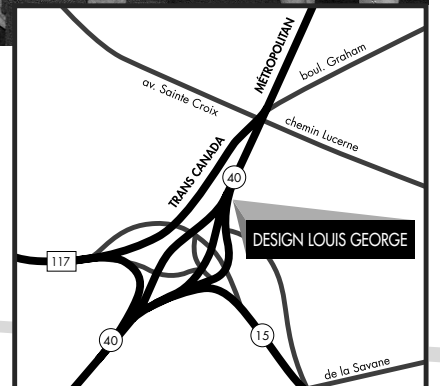
Fidèle à sa réputation depuis plus de 27 ans, l'équipe de professionnels vous y attend avec la même ambition : vous offrir des produits de qualité, un service personnalisé et vous conseiller de façon à ce que votre projet de décoration soit un franc succès.

Design Louis George propose du mobilier raffiné, une grande sélection de lampes, de literie fine, d'accessoires pour la salle de bain et d'idées cadeaux, autant de raisons pour que s'y approvisionnent, en marchandises et en conseils, clients et designers/décorateurs.

Nous souhaitons beaucoup de succès à Design Louis George dans ses nouveaux quartiers de Ville Mont-Royal.



À l'arrière: Joe Webb, Directeur régional, Stickley Furniture; Glen Asfour, Directeur des ventes, Design Louis George; Au premier plan: Jean Carioto, Designer d'intérieur; Louis Carioto, Président, Design Louis George; Amini Audi, C.E.O. Stickley Furniture; Edward Audi, Président, Stickley Furniture; Lianne Carioto, Vice-Présidente, Design Louis George, et Designer d'intérieur.



Un maire de la nuit à Paris



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT
PARIS

Montréal tentera le mois prochain l'expérience de laisser certains bars ouvrir jusqu'à 6h, comme plusieurs villes en Europe. Une initiative qui réjouit le « maire de la nuit » de Paris, Clément Léon. Mais le représentant des bars et des fêtards de la Ville lumière émet un avertissement : pour avoir une vie nocturne réussie, ce n'est pas tout de laisser les bars fermer plus tard. « C'est bien si on n'impose pas aux gens d'ouvrir jusqu'à l'heure limite. Si un commerçant veut fermer à 23h, il devrait pouvoir fermer à 23h », dit Clément Léon, auteur et chroniqueur radio de 31 ans, à *La Presse*.

Entrevue avec un « politicien » sans aucun pouvoir, mais avec l'ambition de faire cesser la « répression » de la vie nocturne à Paris.

Q Vous avez été élu l'automne dernier premier maire de la nuit de Paris, après un scrutin de deux tours (on est en France, après tout) sur Facebook et dans les bars, auprès d'environ 2200 personnes. Qu'avez-vous promis ?

R Je n'ai rien promis, car je n'ai pas de budget, mais je me suis donné deux objectifs. D'abord, élargir les heures d'ouverture des bars, des clubs, mais aussi des commerces de proximité. En France, une boulangerie doit fermer obligatoirement à 21h. Si on enlevait ce couvre-feu, ça réglerait beaucoup de problèmes. À 2h du matin, les gens n'ont nulle part où aller parce que les transports en commun sont inadéquats à cette heure, et c'est le bordel pour les taxis. Si le bar n'est pas fermé et les clients tous dehors à 2h01, il reçoit souvent une amende. Ensuite, il faut de meilleurs transports en commun la nuit.

Q Comment améliorer les transports en commun la nuit ?

R À Paris, le métro ferme à 1h40-1h50 le week-end et à 0h40-0h50 la semaine. Comme il ne semble pas y

avoir de volonté politique d'ouvrir le métro plus tard, il faut revoir le système de bus de nuit, qu'on appelle les Noctiliens. Ce n'est pas toujours sécuritaire, pour une femme seule, par exemple. Il faut aussi revoir leur cartographie et la calquer sur celle du métro, qui est bien connue des Parisiens.

Q Du Québec, Paris a pourtant la réputation d'être une ville festive. Ce n'est pas vrai ?

R La vie nocturne est réprimée à Paris, au contraire d'autres villes européennes comme Londres, Berlin ou Bruxelles, qui gèrent la nuit de façon moins punitive. À Londres, il y a un très bon système de transports en commun la nuit, où il y a des relais entre les bars et les clubs pour que les gens qui veulent continuer de faire la fête ne se retrouvent pas dans la rue. À Paris, les politiciens ont eu tendance, au cours des 10 dernières années, à écouter les associations de riverains au lieu des commerçants, à qui on impose une loi régressive dont les origines remontent à septembre 1941, ce qui ne nous ramène pas à la plus

belle période de la France. Et les touristes, eux, ne votent pas.

Q Que pense la nouvelle maire de Paris, Anne Hidalgo, de vos propositions ?

R C'est la seule candidate qui ne m'ait pas rencontré durant la campagne, mais elle a nommé un adjoint responsable de la nuit après l'élection. Il semble y avoir une volonté politique [de changer les choses]. On abandonnera vraisemblablement les « Pierrots de la nuit » [des mimes se promenant dans les quartiers des bars le week-end à partir de 23h pour rappeler de faire moins de bruit]. Ça coûte 150 000 euros par an à la mairie, ce n'est pas efficace, ça fait seulement réagir davantage les gens. Nous allons trouver d'autres solutions, par exemple un prêt sans intérêt pour insonoriser les bars ou créer des fumoirs.

Q Vous n'avez aucun pouvoir, mais concrètement, quelles sont vos tâches comme maire de la nuit ?

R C'est une fonction bénévole, mais je travaille 30 heures par semaine,

60 heures par semaine durant la campagne municipale. Je recueille les doléances des commerçants et des usagers, je parle aux politiques et je donne une ou deux entrevues par semaine. Je me couche une fois par semaine à 23h59, les autres soirs entre 2h et 5h du matin. Mon quartier préféré la nuit à Paris est Pigalle, où l'offre est très diversifiée. Les quartiers Austerlitz et Oberkampf bougent aussi beaucoup.

UN CONCEPT NÉERLANDAIS

D'où vient le concept d'un « maire de la nuit » ? En 2002, les élus municipaux d'Amsterdam se sont demandé, au cours d'une réunion, comment se déroulait la fermeture des théâtres et des bars. Cette année-là, les gens d'Amsterdam ont élu le premier « maire de la nuit », une fonction bénévole et sans aucun pouvoir. Depuis, les citoyens d'autres villes européennes, comme Rotterdam, Paris, Toulouse et Nantes, ont élu un « maire » de même nature.

Quatre mots pour comprendre

JUDITH LACHAPELLE

Piketty, entre l'ombre et la lumière

Quand ressurgissent des épisodes peu glorieux de sa vie privée, comment l'image d'une personnalité publique bien en vue en souffre-t-elle ? Analyse en quatre mots du cas de l'économiste français Thomas Piketty.

Lumière

Jusqu'ici, la campagne de promotion du livre de l'économiste français de gauche Thomas Piketty allait bon train. La version anglaise de son *Capital au XXI^e siècle* caracolait en tête des best-sellers, des économistes de renom saluaient son œuvre, et tous les grands journaux, de gauche comme de droite, débattaient de ses théories sur les inégalités sociales. Pas mal pour une brique de près de 700 pages sur un sujet beaucoup moins séduisant que les fictions coquines à menottes, et moins palpitant que les complots à la sauce scandinave.



PHOTO ED ALCOCK, NEW YORK TIMES
L'économiste français Thomas Piketty

reprise plus sobrement par quelques autres médias, surtout conservateurs. Pierre Trudel, professeur de droit à l'Université de Montréal, indique que l'effet aurait été différent si le comportement dans sa vie privée était en contradiction flagrante avec ses prises de position publiques – par exemple, si M. Piketty était un psychologue qui écrivait des livres sur la violence conjugale.

Image

Piketty sera-t-il désormais présenté comme un « économiste » ou un « batteur de femmes » ? « C'est un beau cas d'école », observe le professeur Patrick Merle, spécialiste des médias à l'Université de Floride. Il rappelle que plus les médias décrivent un sujet sous un certain angle, plus l'opinion publique adoptera le cadre proposé par les médias. La notion de « répétition » est cruciale pour qu'une image s'impose. « En fin de compte, la personne de gauche intéressée par le livre l'achètera, quoi qu'il advienne. Celle de droite, qui n'était pas certaine de le lire, y verra une raison supplémentaire de ne pas le faire. »

Ombre

Le week-end dernier, la « rock star de l'économie » a cependant eu droit à un autre genre de publicité. Le journal britannique *Daily Mail* a rappelé dimanche une affaire qui remonte à 2009. Thomas Piketty a fait l'objet d'une plainte pour « violence entre conjoints » envers sa conjointe de l'époque, Aurélie Filippetti, aujourd'hui ministre française de la Culture. M. Piketty avait « reconnu les faits de violence à l'encontre de M^{me} Filippetti » et s'était « excusé ». M^{me} Filippetti n'a pas donné suite à la procédure. La plainte ayant été retirée, aucun détail sur ces « faits de violence » n'a été diffusé. Les médias français avaient quand même rapporté l'histoire.

Lecteur

Influent, populaire, conservateur, ouvertement à droite, le *Daily Mail* n'a pas épargné Thomas Piketty. « Cet économiste "rock star" de gauche ? C'est un batteur de femmes, selon son ancienne amoureuse », a-t-il titré dimanche. La nouvelle a été

Problèmes de digestion ? Voici la solution par excellence!

ACTI-BILE

Peut jouer un premier rôle pour vous;

ACTI-BILE

Un produit pleines plantes;

ACTI-BILE

Oui, tirez profit d'Acti-Bile aux plantes vertes jumelées aux multi-effets;

ACTI-BILE

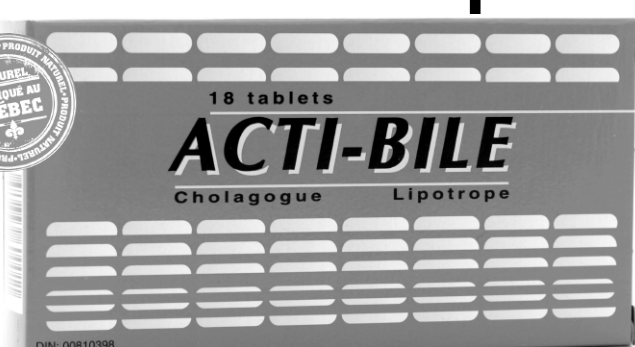
Oui, stimule la sécrétion biliaire du foie, c'est pour ça qu'il a été conçu... pas par nous... par la nature, par la force qui est souvent oubliée;

ACTI-BILE

Respecte Dame Nature par ses ingrédients qui reflètent le rôle que cette alliée peut jouer pour nous.

AIDE À LA DIGESTION DES GRAISSES ET FAVORISE L'ÉVACUATION DE LA BILE

3 BOÎTES POUR LE PRIX D'UNE SEULE



PROMOTION SPÉCIALE TOUT DOIT ÊTRE VENDU

avant la date de péremption très rapprochée (octobre 2014)*

www.acti-bile.com

ACTI-BILE

Produit de santé homologué : NPN : 00810398

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Vitavie au naturel
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières
819 378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1600, Le Corbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest, Magog
819 868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boulevard Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy, Lévis suite 100
418 833-5933

Vitavie au naturel
3333, du Carrefour Promenade, Beauport
418-667-0070

NOUVEAU - Santé en direct - Lignes ouvertes avec Johanne Verdon sur les ondes de CIRA 91.3 FM le samedi de 8h à 10h et le lundi de 14h30 à 16h30, sur les ondes de CJLV 1570 AM le samedi et dimanche de 8h à 11h. En rediffusion le mercredi de 11h à 12h.
450 951-8006 ou 1 855 951-8006

Commandes postales
Tél. : 514 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
1-877-511-3368
1-877-833-5933

* En vigueur jusqu'à épuisement des stocks



JUSQU'À 1 000 \$ DE RABAIS

À l'achat de deux préarrangements.
2 personnes avec ou sans liens familiaux.

Possibilité de paiement sur une période de 60 mois.
Promotion valide jusqu'au 1^{er} septembre 2014.



Alfred Dallaire | MEMORIA

Chaque vie est une histoire.

514 277 7778 memoria.ca

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard et Alexandre Pratt > Directeurs principaux de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Le tabou



PASCALE BRETON

pascale.breton@lapresse.ca

Voilà que l'Alberta relance le débat. Un rapport commandé par le ministère de l'Éducation de cette province ramène à l'avant-scène la question de l'évaluation des professeurs.

Dévoilé au début de la semaine, le rapport s'inscrit dans une vaste réflexion pour favoriser l'excellence en enseignement et développer une vision à long terme centrée sur l'élève.

Bien des travailleurs sont soumis à des évaluations. Pourquoi serait-ce différent pour les enseignants ?

Il contient une vingtaine de recommandations, dont celle de soumettre les enseignants à une évaluation tous les cinq ans pour conserver leur brevet d'enseignement.

Faut-il aller aussi loin pour motiver les troupes, améliorer la qualité de l'enseignement et débusquer de rares enseignants vraiment incompétents? Il faut au moins réfléchir à la question.

L'évaluation des enseignants est un sujet de débat constant qui braque les syndicats. En début d'année, le Conseil canadien des chefs d'entreprise publiait un rapport démontrant que la qualité de l'enseignement pouvait être rehaussée avec un système d'évaluation.

L'Ontario, l'État de New York, la Nouvelle-Zélande et l'Angleterre, parmi d'autres, évaluent leurs enseignants. Ici, la Coalition avenir Québec a suscité un tollé en proposant de faire de même.

Au Québec, le débat lie trop souvent l'évaluation des enseignants aux résultats des élèves, à des critères de performance ou à des objectifs chiffrés.

On ne peut pas comparer l'enseignement dans une classe de milieu aisé avec une autre où les enfants n'ont pas déjeuné avant d'arriver à l'école. Ni avec une classe où la moitié du groupe présente des troubles de comportement ou des difficultés d'apprentissage.

Ce n'est pas une raison pour éluder la question. Il est possible d'ajuster les critères d'évaluation en tenant compte des particularités de certains milieux.

Faut-il rappeler que l'enseignant joue un rôle fondamental dans la vie d'un enfant? Plusieurs études ont démontré à quel point un professeur dynamique, motivé, allumé, imaginaire peut entraîner ses élèves vers le haut. Malheureusement, l'inverse est aussi vrai.

Les directions d'école ont le devoir de discuter avec les enseignants de leur travail, mais il n'y a pas de rétroaction systématique dans toutes les écoles. Le pouvoir des directions est également limité.

Bien que des mesures soient prévues pour les cas problématiques qui exigent des sanctions disciplinaires, dans les faits, constituer un dossier est long, ardu et donne rarement des résultats.

Un système d'évaluation professionnelle mis en place dans toutes les écoles permettrait d'offrir une rétroaction et du soutien aux enseignants dans une perspective de cheminement personnel tout au long de leur carrière. Souligner les bons coups est valorisant. Avoir de l'aide pour affronter une situation difficile est tout aussi bénéfique.

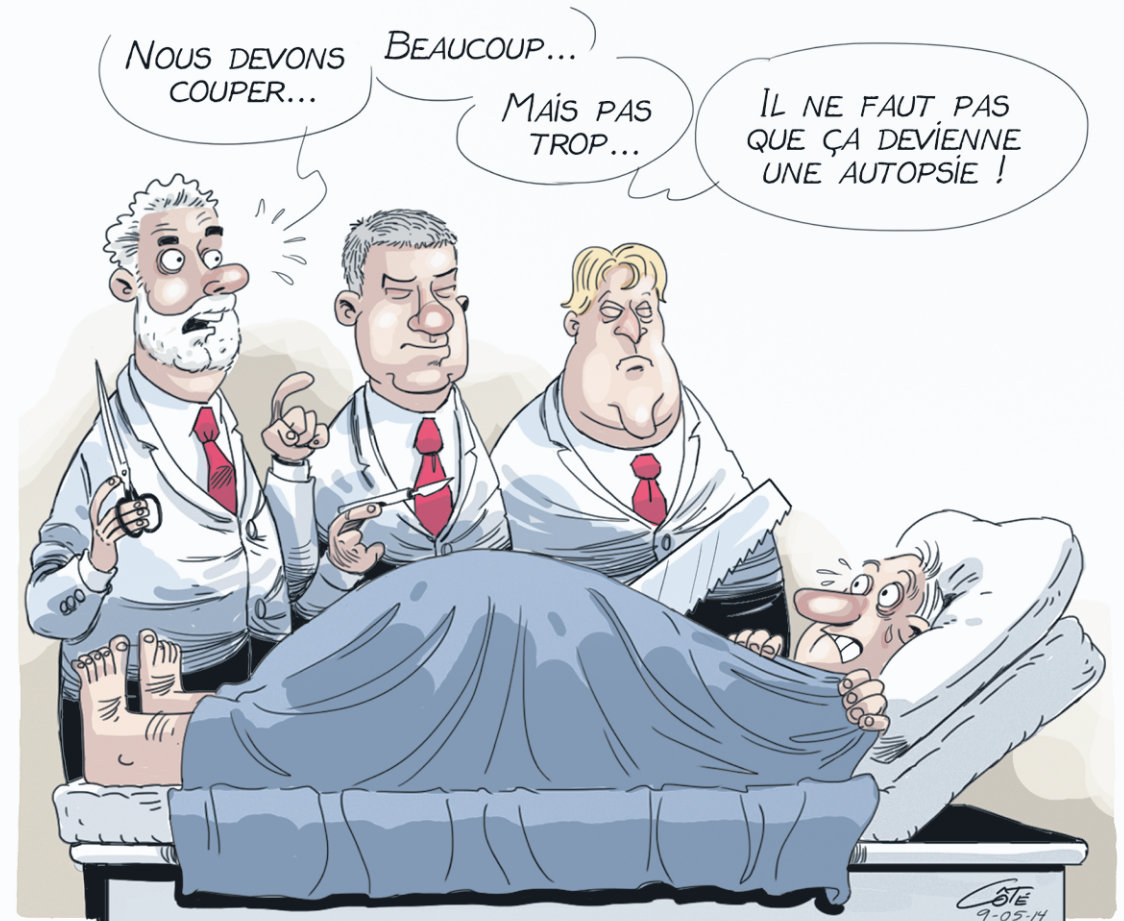
Dans une majorité de milieux, les travailleurs sont soumis régulièrement à des évaluations. Pourquoi serait-ce différent pour les enseignants?

Un tel processus doit toutefois s'inscrire dans une réflexion plus large sur la profession, un peu à l'image de l'initiative albertaine.

Les enseignants sont confrontés à de nombreux défis, particulièrement en début de carrière. Il faut mettre les efforts nécessaires pour améliorer la formation et le mentorat.

Mais en parallèle, il faut cesser de tergiverser et mettre en place un modèle d'évaluation de leur travail.

PROGRAMME ÉCONOMIQUE...



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

L'essence de notre dépendance



PIERRE-OLIVIER PINEAU

L'auteur est professeur à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie. Il collabore régulièrement à la section Débats.

Le prix de l'essence et la météo ont plusieurs éléments en commun: les deux fluctuent, sont incertains et ont des tendances saisonnières. On est toujours intéressé par les prévisions, même si l'on sait qu'elles sont souvent incorrectes. Enfin, on adore se plaindre de l'un et l'autre.

Il y a cependant une différence majeure: si vous ne pouvez pas vous soustraire du beau et du mauvais temps, vous pouvez vous détacher du prix de l'essence.

Les consommateurs d'essence sont souvent présentés comme les victimes des hausses à la pompe, dont l'industrie pétrolière serait la principale responsable. Pourtant, en 2014, personne ne devrait plus ignorer que le pétrole est une ressource non renouvelable, dont l'extraction coûte de plus en plus cher: les gisements «faciles» se raréfient, et la production doit inévitablement venir de sources plus difficiles à exploiter.

Que ce soit le pétrole produit en milieu marin, de schiste ou des sables bitumineux, toutes les nouvelles sources de pétrole sont plus coûteuses

que le pétrole traditionnel. Dans ce contexte, impossible de concevoir que les prix de l'essence vont diminuer dans les années à venir.

De plus, la géopolitique mondiale, la valeur relative du dollar canadien vis-à-vis de celle de la devise américaine, les hausses saisonnières de la demande, les taxes et, bien sûr, l'opportunisme des stations-service contribuent à expliquer des prix qui bougent... souvent vers le haut, parfois vers le bas.

Mais les consommateurs sont-ils pour autant des victimes? N'ont-ils pas une influence sur ce marché? L'analyse de l'évolution du parc automobile québécois jette un tout autre éclairage.

Les automobilistes sont des victimes de leur propre choix.

Au début des années 80, pour chaque «camion» vendu (essentiellement les minifourgonnettes et les véhicules utilitaires sport, ou VUS), on vendait six voitures. À la fin des années 80, c'était trois voitures pour un. Dans les années 90, on est passé sous la barre de deux voitures par camion vendu... et en 2014, on vend une seule voiture par camion.

S'il est facile de trouver une voiture qui consomme 7 litres/100 km, les consommateurs font de plus en plus le choix d'acheter des véhicules

qui consomment 30% plus d'essence, soit des VUS brûlent de 9 à 10 l/100 km. Non seulement les automobilistes choisissent des véhicules plus énergivores à l'achat, mais encore ils sont prêts à payer plus cher pour acquiescer cette obligation de dépenser 30% de plus à la pompe: 12 000\$ en moyenne! C'est la différence entre le prix d'une voiture et celui d'un camion.

Ces tendances font qu'en 2014, pour chaque dollar dépensé pour un camion, seulement 72 cents le sont pour une voiture. En 1980, c'était 4\$ en voiture, ou cinq fois plus. Chaque mois, les consommateurs québécois dépensent ainsi 100 millions de plus pour les camions qu'ils ne le font pour les voitures. Les automobilistes sont-ils donc vraiment des victimes? Oui, mais de leur propre choix.

Au-delà des véhicules surdimensionnés, les choix de logement et les choix politiques expliquent aussi notre consommation. Pour s'attaquer à l'essence de notre dépendance au pétrole, il faudrait enfin mieux aménager le territoire: développer des logements en fonction des moyens de transport efficaces, et non pas des autoroutes pour étaler la congestion.

Il faut aussi accepter les choix politiques qui encouragent une mobilité moins axée sur le véhicule individuel. C'est difficile, peut-être. Mais une chose est certaine: il est clair que nous trouverons un autre sujet de conversation quand celui du prix de l'essence sera oublié.

DEBATS@LAPRESSE.CA

Choisir ses batailles

Il semble qu'il faudra payer pour emprunter le pont Champlain. Sachant que le gouvernement fédéral gère le pays selon ses propres impératifs et n'a pas donné une seule indication qu'il a une quelconque flexibilité, il serait plus productif de voir comment on pourrait transformer cette défaite annoncée en victoire pour la région métropolitaine. Les efforts consentis pour la lutte contre le péage seraient mieux investis si l'on élaborait une vision globale, incluant une forme de péage régional, un meilleur questionnement sur les infrastructures de transports en commun requises pour la Rive-Sud – train, autobus et autres –, et pour dynamiser la région. Nos élus n'ont pas le droit d'improviser autour d'une infrastructure qui durera, on l'espère, plus de 100 ans. Le pont Champlain coûte cher parce qu'il doit franchir une voie maritime à l'impact national. Établissons aussi un péage pour les bateaux qui sont la cause des coûts plus élevés du pont. Toutes les options doivent être considérées.

Jean Lapierre, Saint-Lambert

La parité universelle

Je suis tanné d'entendre parler de la parité entre les hommes et les femmes dans les postes ministériels. Qu'en est-il des autres formes de discrimination en ce qui concerne les candidats? Comme il y a un fort pourcentage d'homosexuels dans la population, ne devraient-ils pas être représentés conséquemment? C'est aussi le cas pour les

anglophones, les allophones, les musulmans et, pourquoi pas, les chômeurs, les retraités et les assistés sociaux. Mais là, ça se complique pour les trois dernières catégories, parce qu'en devenant députés, ils auraient un emploi et ne seraient donc plus représentatifs. Quel mal de tête!

Réjean Falardeau

L'asphalte transparent

La commission Charbonneau nous apprend que Transports Québec se fait régulièrement demander par les politiciens de donner des contrats d'asphaltage dans des régions plus éloignées, où il n'y a pas de concurrence entre usines. Apparemment, certains entrepreneurs adressent leurs demandes à leur député afin d'épaissir leur carnet de commandes et de maintenir l'usine en place. D'un autre côté, notre gouvernement rencontre les représentants de firmes milliardaires de l'industrie du jeu vidéo et leur accorde des crédits d'impôt faramineux.

Dans le premier cas, on s'offusque que des sommes soient attribuées un peu partout en province pour réparer des routes alors que, dans le deuxième, on trouve normal de subventionner des emplois dans des entreprises très rentables. Si j'étais employé d'une usine d'asphalte du Bas-du-Fleuve, j'en serais troublé. La seule différence est que, dans le cas du jeu vidéo, tout le monde le sait. On devrait donc utiliser de l'asphalte transparent.

Luc Godin, Saint-Jean-sur-Richelieu

LA PRESSE > EN VIDÉO

Le chaos ukrainien
Entretien avec la chercheuse en études stratégiques Aurélie Allain

LA PRESSE CA

LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement Couillard lance une vaste révision des programmes du gouvernement du Québec afin de réduire les dépenses publiques. Êtes-vous d'accord avec cette démarche?

Oui, 84%
Non, 11%
Je ne sais pas, 5%

Résultats à 17h03, hier > 12 522 répondants

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.caABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.caDÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.caCARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.
 ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, l'île dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Et si Oliver Jones, le grand pianiste montréalais, accompagnait Ginette Reno au Centre Bell? Ne serait-ce pas un beau pied de nez à faire aux amis bostoniens et américains qui ont fait preuve de propos racistes – en 2014! – vis-à-vis du défenseur-vedette du Canadien, P.K. Subban?
— Gérard Briand, Montréal

DÉBATS

L'argent d'Ottawa



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Il y a plus de continuité qu'on le croit lors d'un changement de gouvernement. C'est particulièrement vrai au ministère des Finances, où le titulaire est confronté aux mêmes contraintes financières que ses prédécesseurs, doit composer avec les mêmes agences de notation et travaille avec les mêmes équipes de fonctionnaires.

Cette continuité, on l'a encore vu cette semaine quand le nouveau ministre des Finances, Carlos Leita, a repris un thème cher à tous les ministres des Finances, peu importe leur couleur politique. «Il faut cependant reconnaître qu'Ottawa a une marge de manœuvre plus importante que toutes les provinces. On doit donc s'attendre à ce que dans le prochain budget fédéral, il fasse quelque chose à ce sujet.»

Le Québec ne pourra pas demander un sou noir à Ottawa tant qu'il n'aura démontré de façon convaincante qu'il a fait autant d'efforts.

C'est un rituel. M. Leita, heureusement, l'a fait sans ressortir l'épouvantail du déséquilibre fiscal. Il est vrai que le Québec, comme d'autres provinces, est en difficulté. Le déficit ontarien a été révisé à la hausse de 11,5 à 12,5 milliards. Au Québec, il faudra des compressions importantes pour maintenir le déficit au 1,75 milliard prévu. Et pendant ce temps, Ottawa a commencé à engranger des surplus: un excédent de 1,15 milliard en décembre, 2,16 milliards en janvier et 5,1 milliards en février.

Mais avant de s'indigner, il faut se demander pourquoi il y a des surplus à Ottawa et pas à Québec. Le fédéral a-t-il accès à une cagnotte dont sont privées les provinces? Non. Les données du dernier budget Flaherty montrent que 79 % des revenus du gouvernement fédéral proviennent exactement des mêmes sources que ceux des provinces: l'impôt sur le revenu des particuliers, celui des sociétés, la TPS et les taxes d'accise qui ont des équivalents provinciaux.

La croissance de ces revenus a été plus forte à Ottawa parce qu'il perçoit des impôts dans ses provinces en meilleure posture. Le déséquilibre, dans ce cas, tient à la moins bonne performance économique du Québec.

Ce qui a fait la différence, ce sont les dépenses. Elles s'emballent au Québec. Le gouvernement Couillard devra manier le couperet pour maintenir leur croissance à 2 %. Et au fédéral, quel est le taux de croissance des dépenses? Zéro. En fait, elles baisseront légèrement, de 280,5 milliards en 2013-2014 à 279,2 milliards en 2014-2015, et c'est ce qui donne à Ottawa sa marge de manœuvre.

Et maintenant, comment Ottawa a-t-il réussi ce tour de force? Sur le dos des provinces? Non. Les transferts aux provinces passent de 60,5 à 62,6 milliards, une hausse de 3,5 %, mais de 8,3 % au Québec. Sur le dos des citoyens? Non plus, les transferts aux particuliers augmentent de 3,7 %.

Les économies proviennent essentiellement de la réduction des dépenses de programme fédérales, qui passent de 118,7 à 113 milliards. En tout, les efforts de contrôle des dernières années représentent 14 milliards pour 2014-2015, grâce à des mesures très dures, une révision systématique des programmes, les mises à pied de fonctionnaires ou des compressions impopulaires, comme à Radio-Canada. S'il y a un déséquilibre, il est aussi dans les efforts de rigueur financière.

Il est vrai que la tâche est plus difficile dans les provinces, qui gèrent des dépenses difficilement compressibles, comme la santé et l'éducation. Mais le Québec ne pourra pas demander un sou noir à Ottawa tant qu'il n'aura démontré de façon convaincante qu'il a fait autant d'efforts qu'Ottawa pour contrôler ses dépenses. Après, on pourra avoir une conversation adulte.

Sinon, on appliquerait aux questions budgétaires la même logique immature qu'on applique au débat sur les ponts, où l'on dénonce avec indignation un péage sur le pont Champlain quand on en a imposé sans gêne sur les deux autres nouveaux ponts de la région métropolitaine, ceux des autoroutes 25 et 30.

RÉPLIQUE



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

La frénotomie, ou coupure du frein de la langue, est une procédure pratiquée à travers le monde pour améliorer l'allaitement, soulignent les auteurs.

Efficace et sécuritaire

La frénotomie améliore la situation dans la majorité des cas où l'ankyloglossie cause des problèmes d'allaitement.

ANJANA SRINIVASAN

L'auteure est médecin, consultante en lactation et codirectrice médicale de la clinique d'allaitement Herzl-Goldfarb, à l'Hôpital général juif.

À la suite de l'article écrit par Gabrielle Duchaine dans *La Presse* du 1^{er} mai «Une pratique controversée», j'aimerais réagir à titre de codirectrice de la Clinique d'allaitement Herzl-Goldfarb de l'Hôpital général juif.

M^{me} Duchaine m'a questionnée sur mon opinion médicale concernant la frénotomie. En lisant l'article, je constate qu'il ne donne pas une opinion claire et basée sur les données probantes de l'effet de l'ankyloglossie (frein de langue court) sur l'allaitement maternel et sur le rôle de la frénotomie. Je pense que le public doit aussi être informé sur les recherches et les données scientifiques à ce sujet.

La journaliste Gabrielle Duchaine écrit que la frénotomie est «critiquée par la Société canadienne de pédiatrie». Cependant, la Société canadienne de pédiatrie a pris position en faveur de la frénotomie lorsque l'ankyloglossie pose des problèmes d'allaitement qui n'ont pu être résolus par d'autres interventions moins invasives.

La frénotomie est une procédure pratiquée à travers le monde pour améliorer l'allaitement. Les données probantes démontrent que l'ankyloglossie peut nuire à l'allaitement en affectant la prise du sein, en causant de la douleur maternelle et/ou en diminuant la production lactée, et que la frénotomie est efficace et sécuritaire. En effet, les risques pour l'enfant d'interrompre précocement l'allaitement, c'est-à-dire

les risques de ne pas être allaité sont considérables et bien documentés, et surpassent de loin les risques d'une frénotomie.

Loin de minimiser les risques reliés à cette procédure, les médecins qui pratiquent au sein de notre clinique s'assurent que les autres interventions pouvant être efficaces ont été tentées avant d'envisager une frénotomie et discutent des risques avec tous les parents auxquels cette intervention est proposée. Finalement, nous prévoyons toujours deux visites de suivi à 2 et 10 jours.

Les risques pour l'enfant d'interrompre précocement l'allaitement surpassent de loin les risques d'une frénotomie.

L'article mentionne que la procédure est souvent faite «à froid» et rapporte trois cas de frénotomie, dont deux cas ont subi des complications sans que cela ait amélioré l'allaitement. Le faible échantillonnage laisse sous-entendre que les complications sont fréquentes et que la procédure amène rarement un soulagement, ce qui est faux. En effet, la littérature et notre expérience clinique démontrent que quand l'ankyloglossie cause des problèmes d'allaitement, la frénotomie améliore la situation dans la majorité des cas.

Quant à la douleur de la procédure, il serait faux de dire que la procédure est faite «à froid». Les bébés reçoivent de l'acétaminophène pour atténuer la douleur post-frénotomie et le bébé est mis au

sein immédiatement après la procédure qui ne dure que quelques secondes.

Le fait de téter ainsi que le sucre contenu dans le lait maternel constituent une façon efficace de contrôler la douleur et sont tout à fait acceptables selon les normes de pratique en néonatalogie. Nous recommandons aux parents de donner des doses subéquivalentes d'acétaminophène à la maison si le bébé semble avoir mal.

En conclusion, à la Clinique d'allaitement Herzl-Goldfarb, la frénotomie est une procédure pour laquelle des mesures de contrôle de la douleur efficaces sont mises en place et elle n'est pratiquée que lorsque les autres interventions se sont avérées inefficaces.

Pour notre part, il est incontestable que les risques pour un enfant de ne pas pouvoir être allaité dépassent largement les risques de la frénotomie et qu'il est du devoir des médecins non seulement d'encourager l'allaitement, mais encore de mettre à la disposition toutes les options permettant à une mère désireuse d'allaiter d'atteindre son objectif, ce qui comprend la frénotomie lorsque cette procédure s'avère nécessaire.

L'équipe de la Clinique d'allaitement Herzl-Goldfarb

- D^{re} Anjana Srinivasan, IBCLC
- D^{re} Isabel Larocque
- D^{re} Meira Stern, IBCLC
- D^r J. Graham Pratt
- D^r Howard Mitnick
- D^r Jean Zigby
- D^{re} Lenore Goldfarb, IBCLC
- Carole Dobrich, IBCLC
- Valérie Lavigne, IBCLC
- Odile Lapointe, IBCLC
- Louise Godin, inf. B.Sc., IBCLC
- Lydia Marcus, IBCLC

RÉPONSE

Une pratique controversée et peu encadrée

D^{re} Srinivasan,

Ce reportage ne se veut pas une attaque contre l'allaitement ou contre la frénotomie. Il met en lumière l'absence de normes et de règles entourant cette pratique de plus en plus recommandée aux jeunes parents, ce que même vous avez déploré durant notre entretien.

Une lecture rapide de l'avis de la Société canadienne de pédiatrie met en lumière de nombreux flous entourant le recours à cette intervention. C'est aussi la lecture qu'en fait le Collège des médecins du Québec.

«Dans les cas d'ankyloglossie partielle, la question de distinguer les ankyloglossies qui doivent être opérées de celles qui ne doivent pas l'être demeure controversée. [...] D'après les données probantes à jour, la frénotomie ne peut pas être recommandée», lit-on notamment.

En tant que journaliste, je me dois de publier un texte équilibré qui montre les deux côtés d'un enjeu, ce que j'ai fait dans ce cas. Je n'ai pas donné plus de place à ceux qui ont des réserves face à cette intervention qu'à ceux qui la louangent. Je n'ai pas écrit que la frénotomie est décommandée. Au contraire. Citant vos propos et ceux de Chantal Lavigne, j'ai précisé que lorsque c'est

vraiment nécessaire et bien fait, l'intervention est salvatrice.

Même le président du Collège des médecins, Charles Bernard, estime qu'elle est parfois utile dans le cadre de problèmes d'allaitement. «Il peut arriver qu'un frein de la langue trop court entraîne certains problèmes et qu'il faille le couper, mais on ne peut pas recommander ça à grande échelle», dit-il dans le texte.

Les mères qui se font recommander une frénotomie ont le droit de savoir que l'intervention est controversée dans le milieu médical québécois et qu'elle est peu encadrée.

Les mères qui se font recommander une frénotomie ont toutefois le droit de savoir que l'intervention est controversée dans le milieu médical québécois et qu'elle est peu encadrée. Ça ne veut pas dire qu'elle n'est pas nécessaire dans certains cas. Ce n'est pas ce que j'ai écrit. Mais les ratés existent, on ne

peut les ignorer. Des frénotomies sont bâclées. D'autres ne devraient pas être faites, alors que des poupons qui ont un réel problème ne seraient pas opérés.

La consultante en lactation Chantal Lavigne et la dentiste Nathalie Bessette ont notamment raconté avoir vu très souvent des interventions mal faites. Vous-même m'avez dit qu'il est difficile de trouver un professionnel capable de bien diagnostiquer un frein trop court et de l'opérer correctement.

Vous dites que les cas vécus rapportés par trois mères dans le reportage laissent sous-entendre que les complications sont fréquentes et que la procédure amène rarement un soulagement. Je pense le contraire. Si j'ai choisi ces trois histoires, une qui fut un succès, une qui a nécessité quatre frénotomies avant d'obtenir un résultat et une autre qui n'a pas donné de résultats, c'est justement dans un souci de montrer différentes réalités.

Finalement, pour la question de la douleur, je n'ai pas laissé entendre que la frénotomie fait mal au bébé. Dans le texte, Chantal Lavigne compare l'intervention à un perçage d'oreille. Le D^r Bernard estime que l'enfant souffre. Les deux points de vue sont présentés équitablement.

— Gabrielle Duchaine, *La Presse*

HAUTE CONCENTRATION D'OMÉGA-3

Le Tri-Céphal... meilleur que le poisson dans votre assiette?

Tri-Céphal aide à contribuer à la santé cognitive et/ou aux fonctions cérébrales. Aide à réduire les taux de triglycérides/triacyglycérols sanguins. Aide au maintien de la santé. Aide à contribuer au développement du cerveau, des yeux et des nerfs chez les enfants âgés de 12 ans et moins.

Réf : ces allégations sont tirées de la licence NPN de Tri-Céphal;

On chante les louanges des bons gras des poissons gras mais, des chercheurs de l'Université de Harvard à Boston (1) déclarent que les suppléments d'huile de poisson sont une source d'oméga-3 plus sécuritaire en raison de la teneur des agents polluants dans les poissons tels que le mercure, l'arsenic et le plomb, etc., et les pesticides. . . .

(1) Réf : Mercury Levels in Fish Oil Preparations — Foran et al. (Arch Pathol Lab Med. 2003;127:1603–1605) Division of Laboratory Medicine, Department of Pathology, Massachusetts General Hospital and Harvard Medical School, Boston, Mass;

Rares sont les Québécois qui consomment du poisson tous les jours. (2) Et quelle catégorie de poisson? Plusieurs poissons contiennent très peu d'oméga-3(3). En fait, 84% des Québécois sont carencés en oméga-3, et ce malgré que 59% d'entre eux mangent un repas de poisson et plus par semaine (2-4).

La dose journalière recommandée de Tri-Céphal équivaut à manger du saumon tous les jours.

Réf : (2) Sondage commandé par le MAPAQ février 2009. (3) Exter J. composition of food. Agriculture handbook no 8-15 Washington D.C. — USA, USDA

Nutrient Data Laboratory. Available at: <http://www.nal.usda.gov/fnic/foodcomp/> (4) Chercheurs de l'Université Laval et l'Unité de recherche en santé publique du CHUL-CHUQ. Sondage mené le 14 juin 2006 auprès de 1 001 répondants du Québec;

Sans compter que pour être consommable, en général, le poisson chaud dans votre assiette a été plus ou moins altéré par la chaleur et que dire des poissons étouffés d'une panure grasseuse? La cuisson du poisson, cuit à feu vif au gril, réduisant ainsi par la chaleur, la teneur en oméga-3.

Réf: Fish Intake and the Risk of Incident Heart Failure: The Women's Health Initiative. Rashad J. Belin et al. Circ Heart Fail. 2011 July; 4(4): 404–413;

L'huile de poisson Tri-Céphal a été extraite de poissons sauvages frais (non chauffés) contenant la triade des oméga-3 si distinctive à Tri-Céphal. Les huiles de poissons sauvages isolées à l'intérieur de chacune des gélules de Tri-Céphal, sont protégées par la vitamine E pour faire obstacle à l'oxydation (5) et préserver ainsi la triple alliance des oméga-3 de Tri-Céphal.

Réf: (5) Protective role of vitamin E in biological systems. L Packer American Journal for Clinical Nutrition. 1991;

Tri-Céphal est hautement purifié par détoxification des pesticides et contaminants de tous genres tels le mercure, le plomb, le cadmium et l'arsenic. Tri-Céphal est purifié de ces indésirables nocifs. Que les oméga-3 proviennent du poisson ou de Tri-Céphal, ils résultent en des niveaux d'oméga-3 sanguins comparables.

Réf: Comparison of the effects of fish and fish-oil capsules on the n-3 fatty acid content of blood cells and plasma phospholipids. Harris et al. The American Journal Of Clinical Nutrition 2007;86:1621–5;

Vous aimez le poisson, ne vous en privez pas! (c'est savoureux) Vous n'aimez pas le poisson, il y Tri-Céphal, sinon vous devrez dénicher alors les oméga-3 indispensables à votre santé dans l'alimentation (pas si facile que ça... 84% de Québécois en manque). Eh bien même si vous consommez du poisson deux fois par semaine plusieurs d'entre vous seront potentiellement en déficit d'oméga-3, Tri-Céphal peut suppléer à cette carence. La dose journalière recommandée de Tri-Céphal équivaut à manger du poisson gras TOUS LES JOURS. (c'est pas rien).

Votre choix libre et informé

ACHETEZ UNE BOÎTE DE TRI-CÉPHAL ET RECEVEZ LA DEUXIÈME GRATUITEMENT en vigueur du 10 au 15 mai 2014*

*Jusqu'à épuisement des stocks

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Vitavie au naturel
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières
819 378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1600, Le Corbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest, Magog
819 868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boulevard Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy, Lévis, suite 100
418 833-5933
Vitavie au naturel
3333, du Carrefour Promenade,
Beauport
418-667-0070



NOUVEAU - Santé en direct - Lignes ouvertes avec Johanne Verdon sur les ondes de CIRA 91,3 FM le samedi de 8h à 10h et le lundi de 14h30 à 16h30, sur les ondes de CJLV 1570 AM le samedi et dimanche de 8h à 11h. En rediffusion le mercredi de 11h à 12h.

**450 951-8006 ou
1 855 951-8006**

Commandes postales
Tél. : 514 272-1365
Lignes extérieures :
1 800 272-1365
1-877-833-5933
1-877-511-3368

www.tri-céphal.com



Posologie
Adultes: 2 gélules, 2 fois par jour.
Adolescents 14-18 ans:
2 gélules, 1-2 fois par jour.
Adolescents 9-13 ans: 1 gélule,
2 fois par jour.

Ingrédients non-médicamentaux
Gélatine, eau purifiée,
glycérol, D-alpha-tocophérol
(vitamine E),
ALA, minimum 8%

Ingrédient médicamenteux par gélule
Huile de poisson: 1000 mg;
AEP: 40%;
ADH: 20%;
ALA: minimum 8%

ENTREPOSER DANS NOTRE EMBALLAGE HERMETIQUE A L'ABRI DE LA LUMIERE.

NE PAS UTILISER SI LE SCEAU EST BRISÉ OU MANQUANT.